CHAPITRE 22

GESTION DES USAGES ET CARACTÉRISTIQUES CULTURELLES

Auteurs principaux :

Fausto Sarmiento et Edwin Bernbaum

Collaborateurs :

Jessica Brown, Jane Lennon et Sue Feary

TABLE DES MATIÈRES

- Introduction
- Gestion des pratiques culturelles contemporaines
- Gérer l'utilisation culturelle avec des approches intégratives
- Gestion des valeurs culturelles spirituelles
- Gestion de l'utilisation culturelle des sites sacrés
- Gestion des éléments culturels (patrimoine culturel tangible)
- Conclusion
- Références

Convention sur la
diversité biologique

AUTEURS PRINCIPAUX

FAUSTO SARMIENTO est professeur de géographie et directeur du Neotropical Montology Collaboratory de l'Université de Géorgie, Athens, États-Unis.

EDWIN BERNBAUM est co-président du groupe de spécialistes des valeurs culturelles et spirituelles des aires protégées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et collaborateur émérite du Mountain Institute, Berkeley, Californie.

COLLABORATEURS

JESSICA BROWN est directrice exécutive de la Fondation New England Biolabs et préside le groupe de spécialistes des paysages terrestres et marins protégés de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN (CMAP-UICN).

JANE LENNON est géographe historienne avec plus de 30 ans d'expérience dans la gestion du patrimoine naturel et culturel, et professeure honoraire en patrimoine paysager à l'Université de Melbourne, Australie.

SUE FEARY est archéologue et gestionnaire de parcs nationaux. Elle travaille depuis 25 ans sur la gestion du patrimoine naturel et culturel et les relations avec les aborigènes australiens.

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier Josep-María Mallarach, Thymio Papayannis, Mark Infield, Arthur Mugisha, Shalini Dhyani et Deepak Dhyani pour leurs contributions aux études de cas. Merci également à Alejandro Argumedo pour l'exemple du parc de la pomme de terre, et à Randall Borman pour l'exemple de la réserve écologique Cofán Bermejo. Merci à Sharon Sullivan pour sa relecture critique et très utile de la première ébauche de ce chapitre.

CITATION

Sarmiento, F., Bernbaum, E., Brown, J., Lennon, J. et Feary, S. Managing cultural features and uses. In Worboys, G. L., Lockwood, M., Kothari, A., Feary, S. et Pulsford, I. (éd.) *Gouvernance et gestion des aires protégées*. Canberra : ANU Press, 2020. doi.org/10.22459/GGAP.22

PHOTO DE LA PAGE DE TITRE

Parc national de Göreme et les sites rocheux de la Cappadoce, un site du Patrimoine mondial, Turquie : les roches volcaniques molles ont été érodées en des piliers spectaculaires aux formes de minarets. Le site a été occupé depuis l'époque romaine et comprend de nombreux sanctuaires creusés dans la roche

Source : Ingrid Iversen

Introduction

Dans ce chapitre, nous explorerons l'administration des utilisations et la gestion des caractéristiques culturelles au sein des aires protégées. Notre analyse mettra l'accent sur certains des changements émergents dans la réflexion sur le patrimoine culturel, tels que l'intégration de la protection des objectifs naturels et culturels, les nouveaux paradigmes de conservation des paysages culturels et de la diversité bioculturelle, et l'attention croissante accordée au rôle des peuples autochtones et communautés locales dans la gestion des aires protégées. Nous discuterons également des principes et pratiques applicables à la gestion des éléments culturels, y compris le patrimoine bâti et les sites d'importance religieuse.

Les humains utilisent le système moderne d'aires protégées de différentes façons, et dans un sens, toute utilisation humaine est culturelle. Ces utilisations peuvent être motivées par le statut d'aire protégée lui-même, pouvant offrir, par exemple, des possibilités uniques de loisirs, d'éducation ou de tourisme commercial. Elles peuvent également inclure des pratiques religieuses ou des activités ayant façonné l'environnement, bien avant la création de l'aire protégée.

Le fait de reconnaître que les diversités biologique et culturelle ont coexisté, et que la conservation de la diversité biologique est souvent liée aux modes de vie traditionnels des communautés autochtones et locales, a entraîné d'importants changements dans la conception des aires protégées. L'utilisation de termes tels que « diversité bioculturelle » et « patrimoine bioculturel » reflète un changement de paradigme, qui envisage désormais l'activité humaine comme faisant partie des processus écosystémiques. L'utilisation culturelle englobe toutes les activités humaines dans une aire protégée, et la gestion de cette utilisation comporte de nombreuses dimensions différentes. Cela peut inclure, par exemple, l'application de la loi contre les activités illégales, par le biais d'une délégation de pouvoirs aux communautés locales, leur permettant de gérer leur utilisation des ressources dans une aire protégée. Dans ce chapitre, nous nous concentrerons sur des approches intégrées visant à gérer l'utilisation contemporaine des aires protégées par les communautés autochtones et locales. Nous présenterons également des informations sur la complexité de la gestion de l'utilisation des sites sacrés par différents groupes religieux et le public.

En plus du patrimoine immatériel, la plupart des aires protégées contiennent des preuves tangibles d'une utilisation humaine passée, pouvant s'étendre sur plusieurs milliers d'années. Ce patrimoine peut être précieux, rare ou irremplaçable. Ces caractéristiques culturelles peuvent inclure des sites archéologiques anciens, des paysages culturels, des bâtiments, des monuments ou des sentiers,

Grottes bouddhistes à Kanheri, parc national de Sanjay Gandhi, Inde : les grottes sculptées dans la brèche volcanique illustrent l'influence bouddhiste sur l'art et la culture de l'Inde

Source : Graeme L. Worboys

ou des complexes de caractéristiques. Beaucoup continuent d'avoir une grande signification pour les personnes auxquelles elles sont associées. La gestion de ces éléments culturels ne consiste donc pas seulement à gérer ou à préserver des preuves historiques (parfois appelées « tissu »), mais peut également consister à s'engager avec une communauté locale, une famille ou groupe autochtone dont les ancêtres ont construit le bâtiment ou créé le paysage culturel en question. Nous appliquerons les principes et pratiques de gestion du patrimoine culturel à la conservation de ces éléments culturels.

Gestion des pratiques culturelles contemporaines

Le système de classification de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), de la catégorie I à la catégorie VI, correspond à un degré décroissant de naturalité et un degré croissant de « culturalité » (Dudley, 2008 ; voir chapitre 2, figure 2.1). Il offre des directives aux personnes chargées de désigner ou de gérer des aires protégées au niveau d'un site ou d'un réseau. Au XXI^e siècle, la majorité des aires protégées à travers le monde connaissent un certain degré

d'utilisation humaine, pouvant varier de « laisser seulement quelques empreintes » à une utilisation des ressources de subsistance par les peuples autochtones et les communautés vivant dans ou à proximité des aires protégées.

Les objectifs des différentes catégories de l'UICN aident à prescrire le type et l'étendue de l'utilisation culturelle. Ainsi, les aires protégées de catégorie I (réserves intégrales et de nature sauvage) encourageront la randonnée à faible impact et la jouissance passive. Les aires protégées de catégorie II (parc national) sont souvent l'objet d'une promotion en raison de leurs valeurs récréatives et touristiques, et certaines d'entre elles sont très fréquentées par les visiteurs dans la poursuite de ces valeurs (voir le chapitre 23). La recherche et l'éducation, en particulier aux niveaux primaire et secondaire, sont également parmi les caractéristiques d'un parc national. La catégorie III (monument ou élément naturel) concerne les caractéristiques naturelles, mais celles-ci peuvent être très importantes en tant que sites sacrés et recevoir ainsi un nombre élevé de visites de la part de pèlerins ainsi que du grand public. La catégorie IV (habitat/zone de gestion des espèces) se caractérise souvent par une moindre utilisation culturelle, à moins que l'habitat d'une espèce donnée ne soit déterminé culturellement, comme par exemple, dans la réserve de faune du Chimborazo, en Équateur. Cette réserve a été créée à la fin des années 1970 pour permettre la réintroduction de camélidés andins dont les populations avaient presque disparu dans la région. Le gouvernement équatorien a réintroduit la vigogne (*Vicugna vicugna*) dans la zone entourant le volcan Chimborazo, et a également introduit des lamas (*Lama glama*), afin que les communautés autochtones locales puissent les élever et les gérer.

Les aires de catégorie V (paysage terrestre/marin protégé) sont des lieux visiblement façonnés par les interactions de l'homme avec l'environnement naturel. Il s'agit de paysages bioculturels ou culturels. Leur existence repose sur des processus soutenant cette relation, obtenus grâce au rôle d'intendance des communautés locales et autochtones (Brown et al., 2005). L'utilisation culturelle continue des paysages protégés est essentielle à leur existence. Les aires de catégorie VI combinent la conservation des écosystèmes avec les systèmes traditionnels de gestion de l'utilisation des ressources naturelles. La majeure partie de l'aire est conservée dans un état naturel, mais une certaine proportion est sujette à une faible utilisation non industrielle des ressources naturelles. Bien que les connaissances écologiques traditionnelles soient applicables et combinables à la science occidentale dans toutes les catégories, elles s'expriment généralement plus fortement dans les catégories V et VI.

La matrice créée en combinant les catégories de gestion (axe vertical) et les styles de gouvernance (axe horizontal) est un outil utile pour les gestionnaires d'aires protégées et

les professionnels de la conservation (voir les chapitres 7 et 8). Ce cadre matriciel reconnaît que les aires protégées sont créées et entretenues par un large éventail d'intendants. Cet outil, entre autres événements, a renforcé une importante évolution de la pensée, d'un point de vue conventionnel selon lequel les aires protégées sont créées et gérées uniquement par les gouvernements, à un point de vue reconnaissant qu'il s'agit également de lieux créés et gérés par des communautés, des organisations privées ou des individus selon diverses modalités. Toutes les aires protégées, d'une réserve naturelle intégrale à une réserve extractive, peuvent être gérées par n'importe quel régime de gouvernance. Les pays sont aujourd'hui encouragés par l'UICN à élargir leurs réseaux nationaux d'aires protégées en y intégrant toute la gamme des types de gouvernance (Kothari et al., 2013). La matrice des aires protégées peut potentiellement faciliter l'inclusion du paradigme du patrimoine bioculturel (appréciation de la coévolution de la nature et de la culture) dans toutes les catégories de gestion et options de gouvernance (Dudley, 2008 ; Borrini-Feyerabend et al., 2013).

Le cinquième Congrès mondial des parcs, en 2003, a abouti à l'Accord de Durban, qui consacre les droits et responsabilités des communautés autochtones et locales, et rehausse le profil des divers régimes de gouvernance, et en particulier ceux impliquant une gouvernance collaborative et communautaire (Brown et Kothari, 2011). Lors du congrès, le rôle des communautés dans la création et la gestion des aires protégées a été, pour la première fois, un élément central du débat, initiant un travail important sur le thème de la gouvernance. Le thème de la protection des paysages bioculturels et culturels terrestres et marins a également été abordé dans un atelier ayant permis de faire ressortir l'expérience d'études de cas de diverses régions, et ayant débouché sur un livre sur une nouvelle approche de collaboration avec les communautés locales pour atteindre

Session plénière du Congrès mondial des parcs de Durban 2003, Afrique du Sud

Source : Graeme L. Worboys

Étude de cas 22.1 Formation de rangers du peuple Cofán

Le peuple Cofán (ou A'í) a réussi à obtenir une meilleure protection pour son territoire, au sein de la vaste réserve écologique Cofán-Bermejo, en Équateur, Amérique du Sud. Pour cela, un groupe restreint de rangers et de guides touristiques autochtones a été formé et chargé de patrouiller les limites de la réserve, et d'informer les visiteurs des principaux mécanismes en place pour protéger la biodiversité.

Sous la direction de Randall Borman, un chaman multilingue de la nation Cofán, ils ont pu négocier la réhabilitation environnementale des écosystèmes fluviaux pollués par le pétrole des sources nourricières du bassin versant du Napo, y compris les Coca Falls (anciennement San Rafael), l'une des cascades les plus photographiées dans l'une des écorégions les plus riches en biodiversité de la planète (Cepek, 2012).

des objectifs de conservation intégrant la nature et la culture (Brown et al., 2005).

Parallèlement à l'Accord de Durban, le congrès a produit un « Message à la Convention sur la diversité biologique », contenant des recommandations spécifiques liées à la participation des communautés autochtones et locales et aux approches de conservation fondées sur les droits. Il est important de noter que ces points ont ensuite été repris dans le Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique (CDB), contribuant ainsi à façonner les politiques des pays signataires de la convention (Kothari et al., 2013).

Apprécier et travailler avec une diversité de cultures fait aujourd'hui partie des principes directeurs de l'administration et de la gestion des aires protégées, de par la prise de conscience que la protection du monde naturel et culturel peut dépendre du soutien et des connaissances des personnes vivant dans ou à proximité des aires protégées. Les communautés locales et autochtones, autrefois exclues, ont aujourd'hui un rôle central à jouer en tant que gardiennes du paysage (Brown et Hay-Edie, 2013). Cela reflète la reconnaissance du fait que l'intendance pratiquée par les communautés locales et autochtones depuis l'antiquité a été importante pour conserver les valeurs mêmes qui confèrent à un site son statut de protection (Rössler, 2003). Cette tendance à la gestion autochtone est illustrée par un exemple en Amérique latine dans l'Étude de cas 22.1. Cet exemple met en évidence l'influence croissante des initiatives communautaires pour une conservation « par le bas ». Ces initiatives s'opposent aux approches descendantes, qui caractérisaient la déclaration des aires protégées au cours des décennies précédentes. L'exemple montre également le renouveau culturel autochtone (Sarmiento et Hitchner sous presse), ainsi qu'une participation plus affirmée des groupes culturels locaux, principalement des nations autochtones, au niveau de la gouvernance politique nationale et du leadership intellectuel international, et en particulier dans le programme du Patrimoine mondial (Te Heuheu et al., 2012). La prise en compte des utilisations et valeurs culturelles est aujourd'hui une étape nécessaire dans la planification de la conservation, et son importance se reflète dans les programmes de formation et d'apprentissage bidirectionnel (étude de cas 22.2).

Gérer l'utilisation culturelle avec des approches intégratives

Historiquement, la conservation de la nature par la désignation officielle d'aires protégées était dirigée, guidée et parfois contrôlée par les idéaux du monde occidental (voir les chapitres 4, 5 et 7). Il est aujourd'hui reconnu que la prise en compte des besoins de subsistance et la reconnaissance des connaissances écologiques locales et traditionnelles construites au fil des siècles pour gérer les paysages culturellement modifiés sont potentiellement des moyens d'améliorer les pratiques de conservation dans les aires protégées de toute nature. Les aires protégées sont des éléments clés de toute stratégie de conservation et de maintien de la biodiversité dans les paysages terrestres et marins, et combler le fossé entre la nature et la culture peut être un aspect important pour faire en sorte que les aires protégées répondent aux besoins humains et aux défis futurs en matière de conservation de la nature. Nous risquons d'ignorer la valeur entière des aires protégées (Harmon et Putney, 2003) à moins d'adopter un éventail diversifié de valeurs, naturelles et culturelles matérielles et immatérielles, dans la planification, la désignation et la gestion des aires protégées (Phillips, 2003).

Trois tendances importantes dans cette direction incluent : la création d'aires protégées sur la base de la catégorie V, les progrès continus réalisés dans la désignation de paysages culturels du Patrimoine mondial dans diverses régions géographiques, en particulier dans les nominations dirigées par les communautés autochtones et locales, et l'émergence du concept de patrimoine bioculturel.

Aires protégées de catégorie V de l'UICN

Les aires protégées de catégorie V de l'UICN, longtemps associées aux aires protégées européennes, ont été de plus en plus reprises et appliquées dans diverses régions du monde, dans des endroits comme la région andine d'Amérique du Sud, l'Afrique de l'Est ou l'Océanie (Brown et al., 2005 ; Dudley et Stolton, 2012), y compris les régions associées à la protection de l'agro-biodiversité et de la sécurité

Étude de cas 22.2 : Intégration des valeurs culturelles locales dans la gestion du parc national des Monts Rwenzori, Ouganda

Figure 22.1 Emplacement indicatif du parc national des Monts Rwenzori, Ouganda, sur le continent africain

Source : US NPS

En 2006, Fauna and Flora International et l'Uganda Wildlife Authority (UWA) ont démarré un partenariat visant à intégrer les valeurs culturelles locales dans la conservation et la gestion du parc national des monts Rwenzori. Cependant, les objectifs de conservation n'ont pas été atteints, faute de soutien local et politique, et les relations entre la population et les gestionnaires du parc sont restées difficiles et distantes. Le projet Culture, Valeurs et Conservation a cherché à améliorer cette situation en reconnaissant l'importance des valeurs et intérêts locaux pour obtenir des résultats en matière de conservation.

Le principe sous-jacent au projet était que la participation des communautés, en étudiant leurs valeurs culturelles et en travaillant à les intégrer à la gestion du parc, serait plus efficace pour créer un soutien local et un engagement actif que de décrire l'importance du parc en termes de science et d'économie, et d'expliquer la nécessité de le protéger en utilisant les valeurs occidentales.

Les Banyarwenzuru, ou peuple des montagnes, ont vécu pendant des siècles dans les montagnes, cultivant les contreforts, récoltant des ressources dans les forêts et chassant dans les landes des hautes terres et les plaines des basses terres. Leur organisation sociale et politique est basée sur les crêtes montagneuses qui descendent des sommets aux plaines. Chaque crête est « desservie » par un site sacré. Le pouvoir spirituel provient de Kithasamba, qui habite les sommets enneigés des montagnes, et les aires protégées appartiennent au roi (*Omusinga*). Du Roi, le pouvoir passe aux chefs de clan (*Ise' malhambo*), puis aux chefs de crête (*Bakulu B'bulhambo*), responsables des cérémonies destinées à purifier les crêtes, protéger et apporter la bonne fortune à la communauté. Les chefs de crête sont également chargés d'assurer un comportement approprié et respectueux des

personnes récoltant ou chassant dans les montagnes, et partageant ainsi l'espace avec les dieux.

Bien qu'elles ne soient pas considérées comme des mesures de conservation au sens occidental moderne, ces institutions et normes culturelles ont contribué à maintenir l'ordre naturel et social. Les Chefs de crête gèrent efficacement l'utilisation des ressources par la communauté, dans les forêts situées au-dessus de leur crête. La direction du parc n'a pas compris l'efficacité de cette gouvernance traditionnelle fonctionnant par crêtes, et a empêché l'accès aux sites sacrés, affaiblissant le lien culturel entre les populations et la montagne.

Pour intégrer la culture Banyarwenzuru dans le parc, le projet a :

- formé des gardiens et des rangers aux idées de base de l'approche, et aidé à renforcer les capacités et l'intérêt pour une approche fondée sur les valeurs culturelles ;
- fait participer l'équipe de planification des aires protégées de l'UWA à l'intégration de l'évaluation des valeurs culturelles dans les processus officiels de planification du parc ;
- contacté des groupes et des institutions communautaires afin de les encourager à travailler avec le parc, et les a aidés à évaluer les valeurs des montagnes Rwenzori importantes pour eux ;
- facilité des négociations pour aider les communautés et les gestionnaires du parc à s'entendre sur les valeurs clés du parc susceptibles de soutenir les intérêts et les objectifs communs de la communauté et du parc ;
- soutenu des champions locaux des valeurs et pratiques liant les populations locales au parc, et les a aidés à collaborer avec le personnel du parc pour intégrer les valeurs locales à la gestion quotidienne du parc ;
- aidé l'UWA à revoir ses politiques, pratiques et programmes du point de vue des valeurs culturelles à partir des résultats, des problèmes rencontrés et des leçons apprises ;
- encouragé les institutions culturelles et les autorités du parc à négocier des mécanismes de collaboration visant à harmoniser les intérêts traditionnels et officiels ;
- aidé à rédiger des protocoles d'entente et à réviser les plans de gestion du parc, en tenant compte explicitement des accords sur les valeurs culturelles.

L'adoption d'une approche fondée sur les valeurs culturelles ne résoudra pas tous les défis auxquels est confrontée la conservation, mais elle promet de démontrer des incitations mutuellement bénéfiques pour la gestion des aires protégées, des paysages environnants et des ressources naturelles, et de créer un groupe de soutien plus large pour la conservation, qui protégera la biodiversité de manière plus durable, plus efficace et plus équitable (Infield et Mugisha, 2013).

— Mark Infield et Arthur Mugisha, Fauna and Flora International

alimentaire (Amend et al., 2008). Ces désignations de paysages terrestres et marins protégés, relativement récentes, s'inspirent généralement de la définition de la catégorie V, telle que présentée dans les lignes directrices de l'UICN et adaptée à un contexte national ou provincial spécifique. Suite à la réévaluation de 2008 des catégories de gestion des aires protégées de l'UICN, la définition actualisée suivante des aires protégées de catégorie V est incluse dans la version actuelle du guide de l'UICN :

Une aire protégée où l'interaction des hommes et de la nature a produit, au fil du temps, une aire possédant un caractère distinct, avec des valeurs écologiques, biologiques, culturelles et panoramiques considérables, et où la sauvegarde de l'intégrité de cette interaction est vitale pour protéger et maintenir l'aire, la conservation de la nature associée, ainsi que d'autres valeurs. (Dudley, 2008:20)

Des exemples récents de diverses régions sont illustratifs. La Province du Québec, au Canada, a créé une désignation appelée *paysage humanisé* (ou « paysage vivant ») en accord avec la catégorie V, et inspirée des parcs naturels régionaux de France et de Belgique. La Province a introduit cette désignation comme un moyen d'accroître la conservation de la biodiversité, en particulier sur les terres privées, tout en encourageant un développement rural durable (Blattel et al., 2008). Le système brésilien d'aires protégées comprend les *Área de Proteção Ambiental* (ou « zone de protection de l'environnement »), une désignation similaire à la catégorie V (Lino et Britto de Moraes, 2005). En Équateur, avec l'introduction d'une nouvelle Loi des Cultures en 2014, la création potentielle d'une désignation de Paysage culturel du patrimoine équatorien est en cours d'étude. Une telle désignation serait fondée sur les valeurs de l'identité équatorienne, le maintien de la diversité biologique et culturelle, et la déclaration du patrimoine au sens andin d'« héritage » à protéger (Sarmiento et Viteri sous presse).

Récemment, l'aire protégée autochtone élargie de Dhimurru, en Australie, a été officiellement reconnue par les gouvernements australien et du Territoire du Nord comme une aire protégée de catégorie V. L'Aire protégée autochtone (IPA) s'étend aujourd'hui sur quelque 550 000 hectares, comprenant de vastes étendues de terre et de mer, conformément à la vision holistique des peuples autochtones côtiers, qui considèrent la terre et la mer comme des composantes indivisibles de leur pays traditionnel (Gilligan, 2006). Le plan de gestion de l'IPA de Dhimurru indique précisément sa correspondance avec la définition et les lignes directrices de la catégorie V.

L'établissement de *Resguardos Indígenas* (ou réserves indiennes) a eu lieu pendant la colonisation espagnole de la Colombie. Aujourd'hui, 15 réserves sont la propriété

communale de groupes ethniques locaux des hauts plateaux du Massif Colombien. Elles couvrent 27 % du pays et comprennent 43 % de ses zones forestières naturelles (SIAC, 2014). En reconnaissance de leurs valeurs de biodiversité, certaines des réserves sont classées comme *Reservas Naturales de la Sociedad Civil* (ou réserves naturelles de la société civile). Ces réserves naturelles sont reconnues comme faisant partie du réseau national d'aires protégées (SINAPS), une fois qu'elles sont légalement enregistrées (SINAPS, 2014).

Les objectifs de la gestion de ces écosystèmes culturellement définis incluent le maintien de systèmes de gestion culturels, lorsque ceux-ci sont associés à une biodiversité unique. Une intervention continue est nécessaire, l'écosystème ayant été créé ou, du moins, considérablement modifié par la gestion.

Paysages culturels

Un changement majeur ayant facilité l'intégration des thèmes culturels dans la conservation de la nature s'est produit aux États-Unis en 1981, lorsque le Service des parcs nationaux (NPS) des États-Unis a reconnu les paysages culturels comme un type spécifique de patrimoine culturel, avec la publication de *Paysages culturels : les districts historiques ruraux du réseau des parcs nationaux* (Melnick, 1984), qui établissait les critères d'identification et de définition des paysages culturels. Depuis lors, le NPS a assuré un leadership intellectuel et de terrain grâce à ses bulletins de registre, ses publications, ses propres recherches, son interprétation, son traitement et sa gestion des paysages culturels au sein du réseau d'aires protégées (Conservation Studies Institute, 2005). Le NPS (2014) définit un paysage culturel comme « une zone géographique (comprenant à la fois des ressources culturelles et naturelles, et la faune ou les animaux domestiques qui s'y trouvent) associée à un événement historique, une activité ou une personne, ou présentant d'autres valeurs culturelles ou esthétiques ».

Lorsque la catégorie des « paysages culturels » a été incluse dans le cadre de la Convention du patrimoine mondial, en 1992, une nouvelle opportunité a été créée pour inscrire des sites incarnant des exemples exceptionnels des interactions entre l'homme et la nature, et abritant diverses valeurs tangibles et intangibles (Rössler, 2005 ; Finke, 2013). Des études récentes ont documenté le chevauchement considérable entre les aires protégées de catégorie V et les paysages culturels du Patrimoine mondial (Phillips, 2003 ; Rössler, 2005 ; Finke, 2012). Les trois catégories adoptées par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (paysage clairement défini, paysage organiquement évolué et paysage associatif, voir chapitre 4) ont établi des principes que les gestionnaires d'aires protégées peuvent adapter et utiliser (UNESCO, 2009).

La catégorie de paysage culturel associatif met en avant les valeurs culturelles, spirituelles et esthétiques des sites naturels et des paysages dans les aires protégées. Les deux premiers sites du Patrimoine mondial à recevoir la désignation de paysages culturels associatifs ont été le parc national de Tongariro, en Nouvelle-Zélande, et le parc national d'Uluru-Kata Tjuta, en Australie, deux sites naturels sacrés majeurs pour les peuples autochtones. Le concept s'applique également aux aires protégées appréciées par le public pour des raisons autres que des raisons sacrées, telles que leur valeur en tant que lieux de renouveau spirituel et d'inspiration artistique, ou en tant qu'icônes de l'identité nationale et locale. Pour le peuple britannique, par exemple, le parc national de Lake District, au Royaume-Uni, consacre la poésie et l'art du mouvement romantique anglais, avec sa célébration de la nature et de l'esprit humain, comme en témoignent les œuvres de poètes et d'artistes tels que William Wordsworth et John Constable (Mallarach, 2008). Les Chinois chérissent les pics spectaculaires et les pins tordus du parc national de Huangshan en tant que sujets sublimes de la poésie, de l'art et de la photographie (il existe même une importante école de peinture de paysage portant le nom de Huangshan) (Pungetti et al., 2012), et les Japonais considèrent le mont Fuji comme un symbole national (Bernbaum, 2006).

L'UNESCO a publié un manuel pour la conservation et la gestion des paysages culturels du Patrimoine mondial, organisé autour de six principes directeurs pouvant être adaptés pour être appliqués à la tâche plus vaste de gestion des utilisations culturelles dans les aires protégées (Mitchell et al., 2009).

1. Les personnes appréciant le paysage culturel, à quelque distance qu'elles se trouvent de celui-ci, sont des parties prenantes importantes.
2. Une gestion réussie est inclusive et transparente, et la gouvernance est façonnée par le dialogue et l'accord entre les principales parties prenantes.
3. Les valeurs du paysage culturel sont fondées sur la relation entre les personnes et l'environnement.
4. L'objectif de la gestion est de conserver les valeurs du paysage culturel, tant naturelles que culturelles.
5. La gestion des paysages culturels est intégrée dans un contexte plus général d'écosystèmes plus vastes et de liens culturels.
6. Une gestion réussie contribue à des moyens durables de soutien aux communautés locales protégeant le paysage et ses valeurs.

Les recommandations visant à favoriser l'intendance sont présentées dans l'encadré 22.1.

Parc national d'Uluru-Kata Tjuta, Territoire du Nord, Australie

Source : Graeme L. Worboys

Diversité bioculturelle

La diversité bioculturelle est un terme inclusif désignant la diversité de la vie dans toutes ses manifestations (biologiques, culturelles et linguistiques) interdépendantes, au sein d'un système d'adaptation socio-écologique complexe (Apgar et al., 2011). Ce paradigme, davantage axé sur l'être humain, est de plus en plus accepté par l'ensemble du spectre de la conservation, mais est encore plus répandu dans les situations où l'utilisation culturelle est une caractéristique déterminante de l'aire protégée, comme les Aires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC), les aires protégées de catégorie V et VI, et lorsqu'une gestion concertée fait intervenir un groupe ethnique local, comme par exemple, dans les IPA, en Australie.

Il existe de fortes synergies entre les paysages culturels et bioculturels (également appelés « diversité bioculturelle » ou « patrimoine bioculturel »), et leur distinction n'est sans doute pas très utile du point de vue de la gestion. Le premier terme, cependant, est considéré par beaucoup comme privilégiant la pensée des aires protégées occidentales, et ne reflète pas adéquatement l'interaction de la nature et de la culture. Le terme alternatif de patrimoine bioculturel reconnaît explicitement le contexte social et culturel dans lequel les sociétés ethniques, à travers le monde, ont

Encadré 22.1 Recommandations visant à favoriser l'intendance communautaire des paysages culturels

Les paysages culturels, résultats d'une longue et complexe relation entre les personnes et la nature, sont présents aujourd'hui grâce à l'intendance passée et actuelle des communautés vivant à l'intérieur et à proximité de ces sites. Pour maintenir cette relation au XXI^e siècle, des approches de conservation englobant un large éventail d'options de gouvernance et de gestion, et s'appuyant sur l'impulsion humaine en faveur de l'intendance, devront être adoptées. Une session sur l'intendance communautaire lors d'une conférence de 2012 à l'Université Rutgers, sur le thème « Paysages culturels : défis de la préservation au XXI^e siècle », a envisagé ces questions à travers des études de cas provenant de diverses régions. Des exposés et des discussions ont permis de formuler un certain nombre de recommandations. Soutenir les communautés autochtones et locales dans la gestion des paysages culturels exigera de nouveaux partenariats tenant compte de la nécessité de :

- maintenir les valeurs fondamentales sous-jacentes à l'intendance, comme la tradition, la langue, le respect et l'amour, en veillant à ce qu'elles soient reflétées dans l'éducation de la prochaine génération et traduites dans les politiques affectant les communautés ;
- renforcer le rôle central des communautés, non seulement dans la gestion, mais également dans la gouvernance, que ce soit par la gouvernance communautaire ou par des relations de collaboration, et gérer de manière adaptative ;
- honorer l'importance des relations spirituelles distinctes avec la terre (consacrée comme un droit de l'Homme par les Nations unies), et les pratiques traditionnelles associées, ainsi que les lieux sacrés préservés pour les vivants, les morts et les enfants à naître ;
- reconnaître les connaissances traditionnelles aux côtés des systèmes scientifiques occidentaux, veiller à ce qu'elles éclairent les politiques de gestion, et aider les communautés à transmettre ces connaissances et les pratiques associées (telles que les langues autochtones, les modes d'alimentation, les systèmes de gestion de l'eau et l'artisanat) à travers les générations, de manière à favoriser l'identité et la fierté ;
- soutenir et développer les possibilités de subsistance, en reconnaissant le caractère dynamique de ce défi dans le contexte de la mondialisation, afin que les jeunes aient la possibilité de vivre dans les communautés d'où ils viennent (Brown sous presse [a]).

transformé la frontière nature/culture grâce à leur gestion à long terme. Dans les paradigmes d'intégration de la nature et de la culture, le patrimoine bioculturel est synonyme de patrimoine culturel.

Le concept de patrimoine bioculturel vise à intégrer les connaissances acquises collectivement par les communautés autochtones et locales aux approches scientifiques de gestion de la conservation de la nature. Ces connaissances traditionnelles englobent un vaste éventail d'informations sur, par exemple, les variétés de cultures et de bétail, les plantes médicinales, les aliments sauvages et les espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées. L'application de connaissances traditionnelles à l'utilisation et à la gestion des ressources naturelles a créé un système symbiotique complexe, qui a perduré pendant des siècles, voire des millénaires (Berkes et Folke, 1998). Le développement des approches de patrimoine bioculturel en Russie, par exemple, est décrit dans l'Étude de cas 22.3.

Une part considérable de la diversité bioculturelle se trouve aujourd'hui là où les peuples autochtones continuent de vivre sur des territoires ancestraux (Loh et Harmon, 2005). Par conséquent, il est important de comprendre les processus communautaires sous-jacents alimentant cette diversité bioculturelle, qui sont enracinés dans les interactions historiques des personnes et de la nature, et dont les objectifs

sont l'autodétermination et le bien-être des communautés dans l'environnement dans lequel elles vivent. Comprendre et soutenir l'autodétermination des peuples autochtones

Zapovednik Katunsky, République de l'Altaï, Sibérie méridionale, Russie

Source : Graeme L. Worboys

Étude de cas 22.3 Le chemin de la Russie vers la reconnaissance du patrimoine bioculturel

L'histoire de la conservation de la nature en Russie est étroitement alignée sur les changements dramatiques du climat politique. Le système moderne d'aires protégées, les *Zapovedniks* (signifiant interdit ou protégé), a commencé en 1916, sous le régime tsariste, et visait à préserver des modèles de nature intacte (principalement en excluant les personnes) et à encourager la recherche sur la nature. Les bolcheviks ont pris le pouvoir après la Révolution russe, et en 1922, l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) était créée. Sous Lénine, les *Zapovedniks* bénéficièrent du soutien du gouvernement et des communautés locales. Bien que la population, en général, ne considéraient pas les aires protégées comme faisant partie de leur vie quotidienne, les scientifiques travaillaient souvent avec les communautés locales, qui appréciaient leurs efforts.

Cela a radicalement changé quand Staline est arrivé au pouvoir. Il voyait les *Zapovedniks* comme des ennemis du socialisme, et les a ouvertes à l'exploitation des ressources à grande échelle. Au cours des années 1970 et 1980, le réseau d'aires protégées s'est élargi, mais le soutien communautaire a diminué. Après le démantèlement de l'URSS, le financement de la conservation de la nature a pratiquement disparu, et les aires protégées se sont tournées vers les communautés locales et les gouvernements régionaux pour un soutien financier. Obtenir ce soutien signifiait un changement d'approche.

L'exclusion historique des personnes a provoqué des conflits avec les communautés locales, en colère parce qu'elles ne pouvaient plus entrer dans les parcs et utiliser leurs ressources. Une fois que cela ait été partiellement surmonté, grâce à des programmes efficaces d'éducation environnementale auprès des écoliers, le développement de partenariats de collaboration avec les communautés locales s'est avéré plus fructueux.

Les dernières décennies ont vu une plus grande intégration des *Zapovedniks* dans la structure socioéconomique locale, soutenant l'agriculture rurale et reconnaissant la valeur des connaissances traditionnelles dans la gestion de la nature.

Un exemple de ceci est l'emploi des « apiculteurs rangers », qui ont la tâche de gérer les populations d'abeilles sauvages dans la *Zapovednik* Shulgan Task, dans les montagnes de l'Oural. Les connaissances sur l'apiculture sauvage remontent à environ 1 000 ans et sont transmises par les hommes de la famille. Leurs connaissances sont utilisées pour maintenir les populations sauvages dans des ruches artificielles, et sont précieuses pour maintenir la population d'abeilles sauvages, ainsi que les connaissances traditionnelles associées.

Source : Williams (2003)

sont donc des stratégies importantes pour veiller à ce que la diversité bioculturelle continue d'être alimentée (Apgar et al., 2011). L'Étude de cas 22.4 donne un exemple d'aire désignée pour la préservation de la diversité bioculturelle, en favorisant à la fois l'environnement et les populations.

Ces développements, ainsi que d'autres, au cours de la dernière décennie démontrent la valeur de l'approche paysagère dans les politiques et pratiques de conservation, allant au-delà des limites existantes des aires protégées de façon à englober divers régimes de gouvernance et engager les communautés dans l'intendance de la nature (Brown sous presse [B]). Ils jettent les bases de stratégies rapprochant plus étroitement les « politiques de conservation de la nature » des « politiques d'aménagement du territoire », affectant non seulement le cadre plus général du paysage, mais également l'affirmation de l'identité nationale affectant les populations autochtones locales. Comprendre l'ensemble complexe des liens entre les deux et, selon la définition de la catégorie V de l'UICN, sauvegarder l'intégrité de cette interaction en reconnaissant que les paysages protégés impliquent un processus, ainsi qu'un lieu, et que le maintien d'une relation entre les personnes et la Terre est fondamental pour leur avenir, est encore un défi majeur. Un exemple de cette intégration importante est présenté dans l'Étude de cas 22.5.

Panthère des neiges (*Panthera uncia*)

Source : Graeme L. Worboys

Étude de cas 22.4 Parc de la pomme de terre (parque de la papa)

Le parc de la pomme de terre (Parque de la Papa), dans les hautes terres du Pérou, est un exemple d'aire du patrimoine bioculturel autochtone, où l'autonomisation locale de quelque 6 000 personnes de cinq communautés Quechuas autour de la ville de Pisac, dans la vallée sacrée de l'Inka, a transformé la région de Sacaca, Chawaytire, Pampallaqta, Paru Paru et Amaru en une entreprise communautaire cohérente. Avant le *Parque de la papa*, ils y avait cinq groupes, mais maintenant avec le *parque*, il n'y en plus qu'un. Tous les projets sont gérés collectivement par les communautés, afin d'assurer une participation efficace et un partage des avantages.

Légalement, les communautés font partie de l'Association des communautés du parc de la pomme de terre, l'organe administratif communal du parc. Cette association ANDES, administrant les règles et règlements concernant l'exploitation des ressources naturelles au sein de l'aire du patrimoine bioculturel, devient *de facto* planificateur, gestionnaire et garde de la réserve. Il s'agit donc d'un véritable intendant. Ses membres appliquent les principes andins de dualité, de réciprocité et d'équilibre. Afin de protéger leurs droits et leur

rôle en tant que centre d'origine et de diversité de la pomme de terre, les communautés du parc favorisent une conservation de la nature axée sur l'environnement.

Au sein des communautés andines, le droit coutumier a toujours joué un rôle important dans l'administration de la biodiversité (y compris les ressources génétiques, les espèces et les écosystèmes), et surtout dans la création d'équité, l'équilibre du pouvoir et le maintien du libre accès aux ressources de la *Pacha Mama* (Terre Mère), ainsi que dans la résolution des conflits. Les principes fondamentaux composant la vision cosmologique andine sont à la base des modèles de comportement et des lois coutumières. Dans le cas du parc de la pomme de terre, les ponts épistémologiques prescrits par l'approche de l'aire du patrimoine bioculturel relient les conceptions traditionnelles et scientifiques des multiples fonctions de la biodiversité agricole, y compris l'interaction étroite entre la diversité végétale et animale sauvage et domestique, et la façon dont celles-ci soutiennent les moyens de subsistance locaux (Argumedo, 2008).

Étude de cas 22.5 Conservation du patrimoine autochtone par et avec les peuples autochtones et les habitants de la réserve de biosphère de Nanda Devi et du sanctuaire faunique de Kedarnath, en Inde

Figure 22.2 Emplacement indicatif de réserve de biosphère de Nanda Devi, en Inde, dans le sous-continent indien

Source : US NPS

La réserve de biosphère de Nanda Devi, site du patrimoine mondial et deuxième réserve de biosphère déclarée en Inde, occupe une place particulière dans la région himalayenne supérieure du pays. Les communautés Tolchha et Marchha, du groupe ethnique Bhotiya, sont les principaux habitants des vallées de Niti et Mana, dans la région Chamoli de Garhwal, qui constituent la zone tampon de la réserve. Ces deux communautés pratiquent la transhumance et disposent de deux établissements, l'un à haute altitude et l'autre à une altitude plus basse. Les communautés Tolcha et Marchha ont été les principaux gardiens de ce paysage culturel et spirituel, bien avant que la zone ne soit déclarée réserve de biosphère.

Toute la réserve est considérée comme un paysage culturel. Le plus haut sommet de la région est le Nanda Devi, reconnu comme une déesse hindoue de premier plan. Des petits temples à Nanda Devi sont présents dans tous les villages de la réserve. Les populations locales adorent la déesse de la montagne et protègent les forêts de la région. L'élevage était leur principale option de subsistance, mais au cours des dernières années, les habitants se sont tournés vers la culture de plantes médicinales et aromatiques, l'écotourisme et les alternatives de séjour chez l'habitant, afin de garantir des dommages minimums à leur environnement fragile. Seule l'utilisation durable des ressources forestières (bois, fourrage, plantes médicinales et aromatiques) est autorisée par les habitants. Les femmes des villages pratiquent une récolte par rotation des ressources de différentes forêts, afin d'assurer la régénération appropriée des espèces et la conservation des habitats de nombreuses espèces sauvages de faune et de flore, dont la panthère des neiges (*Panthera uncia*), le lophophore resplendissant (*Lophophorus impejanus*) ou le porte-musc alpin (*Mochus chrysogaster*). L'urbanisation n'a pas encore affecté la vie des habitants de ces villages, qui suivent toujours un mode de vie de subsistance.

Le sanctuaire de faune de Kedarnath est situé dans le district de Rudrapur, dans l'État d'Uttarakhand, et est délimité, au nord, par une série d'anciens sanctuaires hindous. Il s'agit d'une réserve naturelle gérée, incluant cinq sanctuaires populaires dédiés à Shiva, appelés localement les *Panch Kedars* : Kedarnath, Rudranath, Tungnath, Gopinath et Madhamaheshwar. Ces sanctuaires sont visités chaque année par un grand nombre de pèlerins hindous et étrangers.

– Shalini Dhyani et Deepak Dhyani, scientifiques de projet, Uttarakhand, Inde

Feuille de route d'un gestionnaire pour l'intégration de la culture et de la nature

L'efficacité d'un programme de conservation mettant l'accent sur l'intégration de la nature et de la culture dépend d'une stratégie de communication claire. Un tel programme devra s'attaquer au changement de paradigme des paysages culturels et du patrimoine bioculturel, et dynamiser l'émergence de nouveaux paradigmes d'un monde de plus en plus urbain. Pour de nombreux gestionnaires de la conservation, la culture et la nature ne constituent plus une dichotomie dans le processus de prise de décision pour administrer un site. Les principes suivants de pratique de gestion d'un site sont recommandés, afin d'assurer une approche intégrée (Taylor et Lennon, 2012) :

- **Reconnaissance de l'interface entre culture et nature** : une nouvelle compréhension émerge du lien entre la nature et la culture, dans laquelle des paysages sains ont été façonnés par l'interaction humaine et la diversité biologique, coïncidant souvent avec la diversité culturelle.
- **Expressions de la diversité culturelle et de l'identité des personnes en réponse au paysage** : une nouvelle prise en compte des valeurs intangibles, de l'inclusion sociale, de la consultation communautaire et du patrimoine en tant que points d'ancrage majeurs de l'identité culturelle placée au cœur du développement communautaire apparaît.
- **Contribution à la biodiversité par des pratiques traditionnelles dans le paysage** : les communautés dans lesquelles l'intégrité et la diversité des langues, des institutions sociales, des traditions culturelles et des pratiques d'utilisation des terres sont maintenues contribuent également à la diversité et à la résilience des écosystèmes environnants.
- **Objectifs de durabilité de l'utilisation des terres, amélioration du climat et protection des moyens de subsistance** : ces paysages vivants jouent un rôle vital dans le maintien de l'agro-diversité, ainsi que des valeurs inhérentes de la biodiversité sauvage, assurant le fonctionnement des écosystèmes et soutenant les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire avec une empreinte carbone beaucoup plus réduite.
- **Systèmes traditionnels de connaissances écologiques** : la rétention des connaissances autochtones dépend de leur utilisation, car elles ne sont pas seulement intégrées dans l'esprit des gens, mais aussi dans l'environnement avec lequel ils interagissent.
- **Patrimoine immatériel exprimé à travers les rituels et les modes de vie** : la plupart des écosystèmes et des paysages doivent être considérés comme des systèmes

socio-écologiques associés, dont la résilience dépend également de ces pratiques.

- **Répartition claire des tâches et respect de la matrice de conservation des sites par des régimes de gouvernance différentiels** : le repositionnement du patrimoine dans le cadre du développement communautaire a apporté des changements, même dans le monde occidental. Les valeurs du patrimoine ne résident plus exclusivement dans son tissu physique et sa forme, mais dans des concepts intangibles qui, de par leur nature même, sont en constante évolution et devraient faire partie de chaque catégorie de conservation et de chaque type de gouvernance.

Gestion des valeurs culturelles spirituelles

Les valeurs culturelles et spirituelles des individus mènent à des sentiments forts pouvant être mis à profit pour générer un soutien en faveur des aires protégées grâce à l'engagement communautaire et à des processus participatifs mettant davantage l'accent sur ces valeurs. Une question importante qui revient souvent est la gestion des aires de nature sauvage. En plus de sa valeur scientifique pour la préservation et l'étude des écosystèmes et de la biodiversité, la nature sauvage a aujourd'hui une grande valeur culturelle et spirituelle dans de nombreuses sociétés. Pour beaucoup de personnes, les espaces sauvages représentent des lieux de renouveau spirituel, où ils peuvent retourner à la source de leur être et retrouver la fraîcheur d'un nouveau départ (voir chapitre 4). Dans les sociétés occidentales, l'idée de nature sauvage comme exemple de nature intacte évoque des visions du jardin d'Eden et symbolise pour beaucoup l'état naturel de liberté de l'humanité. Dans les cultures d'Asie de l'Est, telles qu'en Chine, au Japon ou en Corée, les peintures de paysages de montagnes et de rivières évoquent le *Dao*, l'essence spirituelle de la réalité qui traverse la nature (Bernbaum, 1997). Les recours à ce genre de valeurs culturelles et spirituelles comptent parmi les sources de soutien les plus importantes sur lesquelles les gestionnaires peuvent s'appuyer pour faire participer le grand public à l'élaboration et à la mise en œuvre de mesures visant à établir et à préserver des aires de nature sauvage.

Inversement, les peuples autochtones considèrent les espaces sauvages non pas comme des espaces vierges, mais comme des lieux où ils ont vécu et qu'ils ont utilisé pendant des siècles ou des millénaires, modifiant subtilement ou autrement l'apparence de l'environnement naturel. Ils apprécient ces lieux pour des raisons qui doivent être identifiées et intégrées à la gestion des aires protégées, afin de répondre à leurs préoccupations et aspirations.

Une autre façon connexe de faire participer le public est de travailler avec des organisations non gouvernementales (ONG) s'intéressant à une aire protégée particulière ou à la gestion des aires protégées en général. Les recours aux valeurs culturelles et spirituelles peuvent être particulièrement efficaces pour galvaniser l'action et le soutien publics aux besoins et préoccupations majeurs. Un exemple frappant de cela s'est produit dans les années 1960, lorsque le Congrès américain était prêt à accorder un permis de barrage sur le fleuve Colorado, dans le parc national du Grand Canyon. L'accord était presque conclu lorsque le Sierra Club, une organisation environnementale importante aux États-Unis, a publié des publicités dans les journaux du pays se demandant : « devrions-nous aussi inonder la Chapelle Sixtine pour que les touristes puissent se rapprocher du plafond ? » La comparaison implicite avec la profanation d'un célèbre site sacré de grande valeur esthétique et religieuse suscita l'indignation générale. Les membres du Congrès furent inondés de lettres de protestation du public, les forçant à revenir sur leur décision et à annuler la construction du barrage (Nash, 2001).

Les valeurs culturelles et spirituelles peuvent également rendre les progrès plus difficiles. Les gestionnaires devront faire face aux conflits entre les intérêts de leurs aires protégées et ceux de divers secteurs du grand public, ainsi qu'aux conflits entre différents groupes valorisant les aires protégées pour des raisons différentes. Par exemple, le parc national de Rocky Mountain, aux États-Unis, voulait mettre en place une série de panneaux de signalisation soulignant l'importance culturelle et spirituelle des montagnes à travers le monde. Un petit secteur du public s'y est opposé avec véhémence, exigeant une attention exclusive pour les montagnes du parc qu'ils appréciaient avant tout comme *leurs* montagnes, et a réussi à tuer le projet. Un rôle majeur

Monastère de Taktsang (Nid du tigre), l'un des sites bouddhistes les plus sacrés et les plus connus du Bhoutan

Source : Sue Feary

Disaster Bay et la zone proclamée de nature sauvage de Nadgee, au fond, sur la gauche (une partie de la réserve naturelle de Nadgee). La photo a été prise depuis le parc national de Ben Boyd, dans le sud de Nouvelle-Galles du Sud, en Australie. La région est très importante pour les communautés aborigènes locales, et fréquentée par les aborigènes depuis des milliers d'années

Source : Graeme L. Worboys

des gestionnaires d'aires protégées est de maintenir le soutien et l'intérêt du public, même lorsque les décisions vont à l'encontre des intérêts de certaines parties prenantes.

Des associations culturelles doivent être entretenues pour maintenir les valeurs associatives vivantes. Cela nécessite une coopération et une collaboration entre les chefs de groupes communautaires, les détenteurs de connaissances et les gestionnaires d'aires protégées. Il peut s'agir de programmes éducatifs, d'activités saisonnières, de réunions intergénérationnelles ou de camps culturels où le savoir est transmis aux jeunes générations, ou encore de festivals permettant de transmettre des rituels ou des métiers, y compris l'enseignement et l'utilisation des langues/dialectes locaux. Ceux-ci donnent un sentiment de fierté envers les coutumes et la culture locales, et aident à maintenir les comportements rituels et religieux.

Dans la gestion du patrimoine culturel dans les aires protégées, les gestionnaires devront déterminer quelles sont les valeurs culturelles présentes dans leurs paysages, et veiller à ce que les régimes de gestion protègent et améliorent à la fois l'expression intangible de ces valeurs et leurs preuves matérielles. Mais comme la culture, les valeurs sont dynamiques : elles évoluent et changent au fil du temps

en raison d'influences externes. Les stratégies de gestion doivent donc tenir compte de l'évolution des valeurs dans les communautés locales. Par exemple, jusqu'aux années 1970, en Australie, les aborigènes étaient tellement démunis qu'ils parlaient rarement des impacts des développements sur leurs sites sacrés. Aujourd'hui, les jeunes aborigènes sont beaucoup plus vocaux et influents sur ce qui se passe dans les aires protégées du pays.

La formation du personnel à la gestion des conflits autour des valeurs culturelles et spirituelles est essentielle. Comme pour toute résolution de conflit, cela exige du respect, une capacité d'écoute, et une capacité à créer une situation dans laquelle différentes parties peuvent trouver, elles-mêmes, une solution (voir chapitre 14). Les groupes suivants peuvent fournir des ressources et une aide utiles pour des programmes de formation et autres questions touchant aux valeurs culturelles et spirituelles des sites naturels sacrés et des paysages culturels :

- Groupe de spécialistes des valeurs culturelles et spirituelles des aires protégées de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN ;
- Initiative des sites naturels sacrés ;
- Initiative Delos sur les sites naturels sacrés et paysages culturels dans les sociétés technologiquement développées ;
- Réseau Ramsar sur la culture ;
- Centre du Patrimoine mondial ;
- Alliance des religions et de la conservation ;
- Forum sur la religion et l'écologie ;
- Centre for Landscape and People, centre de recherche sur les valeurs culturelles et spirituelles des paysages et de la nature ;
- Projet de film Terre sacrée ;
- Fondation WILD ;
- Programme de conservation par la gestion communautaire des aires protégées (COMPACT).

Gestion de l'utilisation culturelle des sites sacrés

Les sites sacrés sont considérés et vénérés de multiples façons, par exemple, comme des centres de cosmologie, des lieux de pouvoir, des demeures de divinités, d'ancêtres et d'esprits, des sources d'eau, de vie et autres bénédictions, des symboles d'identité, ou des lieux de révélation, de contemplation et d'inspiration. À travers les points de vue qu'ils ont sur les sites sacrés et les croyances et pratiques qui leur sont associées, les gens de cultures et de traditions différentes, modernes et traditionnelles, croient vivre une réalité plus profonde qui

donne un sens et une vitalité à leur vie, les reliant à quelque chose de plus grand que leur soi individuel (Verschuuren et al., 2010).

Les sites sacrés peuvent être des lieux créés par les humains, tels que le Macchu Pichu, les statues de Rapa Nui (Île de Pâques) ou les églises et monastères de différentes religions. Ces lieux sont souvent situés dans des environnements naturels spectaculaires, et les sites sacrés combinent souvent des éléments naturels et culturels.

Des caractéristiques de l'environnement naturel, telles que des montagnes, des trous d'eau ou des bosquets d'arbres, peuvent également être sacrées pour les cultures autochtones et tribales dont le lien avec l'environnement naturel est fondamental pour l'identité culturelle. Le caractère sacré d'un lieu a, dans certains cas, entraîné la protection de sa biodiversité, et les liens entre les pratiques culturelles autochtones/tribales et la conservation de la biodiversité sont de plus en plus reconnus. Les sites naturels sacrés sont cependant vulnérables à la profanation par ignorance, législation inadéquate et injustice. Il n'est pas surprenant que la reconnaissance et la protection des sites naturels sacrés aient été une priorité importante des organismes internationaux tels que l'UICN et l'UNESCO, les conduisant à élargir les définitions du patrimoine culturel pour y inclure le patrimoine immatériel (voir chapitre 4).

De nombreuses aires protégées réservées pour des raisons biologiques et scientifiques incluent des éléments naturels possédant une importance culturelle et spirituelle particulière pour les communautés locales et les traditions autochtones, ainsi que pour les adeptes des religions dominantes, qui les vénèrent comme des lieux de pèlerinage et de contemplation. Dans certains cas, l'ensemble de l'aire protégée est un site naturel sacré, comme c'est le cas du parc national de Tongariro, en Nouvelle-Zélande, ou du mont Taishan, en Chine. En outre, certaines aires protégées sont incluses dans des sites naturels sacrés plus vastes, comme par exemple, des parcs et réserves de biosphère dans l'Himalaya indien, où toute la chaîne de montagnes est considérée comme sacrée dans la tradition hindoue.

Les sites naturels sacrés se distinguent des autres éléments de l'environnement en raison de leur association avec des valeurs intangibles : des réseaux anciens de mythes, de croyances et de pratiques qui les entourent et relient les communautés locales, les traditions autochtones ou les religions dominantes. Les Hopis, par exemple, considèrent les sommets de San Francisco, au sud-ouest des États-Unis, comme la demeure des *katsinas* (ou *Kachina*), des esprits ancestraux qu'ils invoquent et invitent à apporter une pluie vivifiante à travers de danses cérémonielles qu'ils exécutent dans leurs villages, sur les mesas avec vue sur le site sacré. Les hindous de toute l'Inde croient que Shiva, l'une des

trois formes de la divinité suprême, habite sur le sommet du mont Kailas, au Tibet, et beaucoup d'entre eux aspirent à s'y rendre en pèlerinage, pour faire une circumambulation rituelle de la montagne sacrée.

L'UICN a publié des lignes directrices pour la protection des sites naturels sacrés dans les aires protégées. Elles définissent six principes généraux :

- reconnaître les sites naturels sacrés situés dans des aires protégées ;
- intégrer les sites naturels sacrés dans les processus de planification et les programmes de gestion ;
- promouvoir le consentement, la participation, l'inclusion et la collaboration des parties prenantes ;
- encourager une meilleure connaissance et compréhension des sites naturels sacrés ;
- protéger les sites naturels sacrés, tout en assurant une gestion, un accès et une utilisation appropriés ;
- respecter les droits des gardiens de sites naturels sacrés dans un cadre approprié de politique nationale (Wild et McLeod, 2008:21).

Un autre ensemble de lignes directrices figure dans le rapport d'une conférence de l'UNESCO organisée à Tokyo en 2006, qui met en évidence certains principes supplémentaires à prendre en compte pour les gestionnaires d'aires protégées, lors de la gestion de sites naturels sacrés :

- la nécessité d'une participation volontaire des populations locales dans la conservation des sites naturels sacrés ;
- l'importance de ne pas faire pression sur les communautés locales pour compromettre le secret de leurs sites naturels ;
- l'autorisation de la récolte d'espèces végétales et animales, à des fins rituelles ;
- l'utilisation à la fois de la science moderne et des connaissances traditionnelles pour la conservation et la gestion des sites naturels sacrés ;
- la définition de zones tampons autour des sites et monuments naturels sacrés, afin de les protéger et de permettre les activités traditionnelles ;
- le besoin de formation et de programmes de renforcement des capacités dans la gestion des sites naturels sacrés, et de développement des compétences sociales et de sensibilité culturelle dans les interactions avec les communautés locales (Schaaf et Lee, 2006).

Ces principes se concentrent sur les sites naturels sacrés ayant une importance particulière pour les communautés locales et les traditions autochtones. La plupart des sites naturels sacrés pour les communautés autochtones et locales

ont une signification locale, mais un sens pour moins de personnes par rapport aux religions traditionnelles. En outre, l'emplacement de ces lieux sacrés et les connaissances qui leur sont associées sont souvent tenus secrets, et peuvent n'être connus que d'une seule personne, comme dans le cas la société aborigène australienne.

Les gardiens des traditions autochtones et des communautés locales viennent généralement du voisinage immédiat d'un site particulier. L'emplacement du site est souvent transmis au sein d'une famille, qui peut avoir des intérêts économiques ainsi que spirituels et culturels dans ce site, le considérant comme sa possession personnelle et le valorisant comme sa source de subsistance.

De nombreuses caractéristiques naturelles et aires protégées majeures ont également une grande importance culturelle et spirituelle pour les religions dominantes et le grand public, comme par exemple, le mont Fuji pour le bouddhisme et le shintoïsme, ainsi que pour le peuple japonais, ou la péninsule du mont Athos pour le christianisme orthodoxe oriental et une grande partie du public grec. Ces sites présentent des caractéristiques et des exigences importantes qui diffèrent des sites naturels sacrés associés aux religions autochtones et tribales (étude de cas 22.6). Dans les sections suivantes, nous examinerons les façons dont les gestionnaires d'aires protégées peuvent travailler avec les religions dominantes pour gérer les sites sacrés, qu'il s'agisse de sites naturels ou construits.

Gérer les sites sacrés en faisant participer les grandes religions et le grand public

Comme on l'a vu précédemment, les pratiques et croyances (patrimoine immatériel) associées aux sites sacrés des religions dominantes peuvent différer de celles associées aux sites sacrés pour les communautés autochtones et locales, avec des implications majeures pour la gestion des aires protégées. La différence la plus évidente est le nombre de personnes pour lesquelles un site est sacré. Les sites naturels sacrés des religions dominantes, tels que le mont Sinaï dans le protectorat de Sainte-Catherine (un parc national égyptien), ou le Djebel Musa dans le site du Patrimoine mondial de la région de Sainte-Catherine, au Maroc, peuvent avoir de l'importance pour des millions de croyants, et attirer des visiteurs du monde entier, en grand nombre, supposant à la fois des défis pour la gestion des aires protégées et l'opportunité de diffuser des messages de conservation de l'environnement basés sur des idées religieuses. De nombreux sites naturels sacrés des religions dominantes sont des lieux de pèlerinage vénérés, attirant un grand nombre de pèlerins venant de très loin, et donc, ayant peu de liens ou de connaissances sur les communautés locales et les questions

Étude de cas 22.6 Une approche intégrée de la gestion du mont Athos

Figure 22.3 Emplacement indicatif du mont Athos, Grèce, en Europe

Source : US NPS

Dans le nord de la Grèce, la troisième péninsule de Halkidiki est dominée par le cône du mont Athos, s'élevant abruptement à 2 033 mètres. La péninsule Athonite, densément recouverte de forêts méditerranéennes et abritant une biodiversité élevée, accueille 20 monastères orthodoxes orientaux historiques et leurs dépendances avec une tradition vivante millénaire, culturelle et spirituelle. C'est pourquoi le site a été désigné, en 1988, comme site du Patrimoine mondial pour la nature et la culture, et plus récemment, comme aire protégée Natura 2000 dans son intégralité. Jusqu'à présent, le mont Athos a été géré par ses monastères et leurs Fraternités monastiques dynamiques de manière essentiellement autonome, avec des interventions limitées de l'État grec en ce qui concerne les services publics.

En 1994, lorsque le Prince Philip, alors président du Fonds mondial pour la nature (WWF) International, a visité le mont Athos, il a essayé de convaincre la sainte communauté de la nécessité d'une approche intégrée de gestion de la péninsule, afin de sauvegarder son riche patrimoine naturel et culturel. Bien plus tard, une mission de l'UNESCO au mont Athos, en 2006, a identifié le même besoin et le Comité du patrimoine mondial est intervenu fortement pour promouvoir le concept. En 2010, l'approche intégrée a été acceptée par la sainte communauté représentant les 20 monastères souverains, et en décembre 2012, celle-ci a approuvé une étude préliminaire sur le « cadre stratégique pour la conservation et la gestion du patrimoine culturel et naturel du mont Athos », préparé par un groupe de scientifiques et de moines, coordonné par Thymio Papayannis. Ce document préliminaire analyse la situation du mont Athos, ainsi que les défis et menaces qu'elle présente. Il formule un ensemble de principes sur lesquels devrait reposer toute l'initiative de gestion, et identifie les domaines prioritaires devant être abordés par l'étude principale.

En 2013, la préparation de l'étude de gestion finale a été lancée dans un climat positif de coopération. Bien que la sainte communauté maintienne l'initiative de l'approche intégrée de gestion de la péninsule Athonite, les ministères grecs de la culture et de l'environnement, ainsi que le centre du Patrimoine mondial, travaillent en étroite collaboration avec les autorités monastiques pour assurer une gestion judicieuse et une conservation efficace de ce site unique, sur la base d'une science saine et du respect des traditions spirituelles du mont Athos. Un élément essentiel de l'exercice sera l'élaboration d'un plan d'action qui assurera la mise en œuvre efficace des recommandations et des propositions de l'étude de gestion. Dans cet esprit, à la fin du mois d'août 2013, un atelier international et multidisciplinaire s'est tenu à Thessalonique, avec la participation des trois parties (UNESCO, ministères grecs et sainte communauté), afin de débattre des principes de base et du contenu de l'étude de gestion intégrée et d'évaluer ses spécifications.

Thymio Papayannis

environnementales. Des millions de chrétiens, par exemple, viennent obtenir des bénédictions d'une image de la Vierge Noire cachée parmi les flèches rocheuses de Montserrat, dans le parc naturel de Montserrat en Catalogne, Espagne (Mallarach et Papayannis, 2007). Les pèlerins bouddhistes et taoïstes escaladent le mont Taishan, la montagne sacrée la plus importante de Chine, pour prier dans divers sanctuaires et, dans le cas des femmes âgées, pour prier pour leurs petits-enfants (Bernbaum, 1997). Tous ces pèlerins ne seront pas préoccupés par leurs impacts potentiels sur les cultures locales ou l'environnement.

Le monachisme est une autre caractéristique distinctive des religions dominantes. Les traditions religieuses, du christianisme au bouddhisme, ont choisi des lieux ayant une signification sacrée dans des milieux naturels reculés, tels que les forêts, les déserts et les montagnes, pour établir

des monastères, où les moines et les nonnes peuvent pratiquer la contemplation dans la solitude, loin des distractions de la civilisation. Au Japon, par exemple, la plupart des monastères Zen sont appelés « montagnes », en reconnaissance du fait que les cultures d'Asie de l'Est ont longtemps considéré les montagnes comme des lieux idéaux pour méditer et atteindre l'illumination (Bernbaum, 2007). Reconnaisant l'importance de protéger les milieux naturels propices au développement spirituel, les monastères situés dans des endroits tels que la péninsule du mont Athos, en Grèce, ont traditionnellement géré les terres autour d'eux de manière à préserver la biodiversité, autrement perdue dans les zones environnantes.

De nombreux sites naturels sont vénérés parce qu'un ermite bien connu, comme le prophète biblique Élie dans le judaïsme et le christianisme, ou le yogi Milarepa dans le bouddhisme

tibétain, y a vécu et pratiqué, imprégnant le site d'une aura de sainteté. Les adeptes des religions traditionnelles viennent à ces sites pour recevoir les bénédictions qu'ils croient que le pouvoir spirituel de ces ermites a laissé. Les monastères des religions dominantes ont souvent un lien étroit avec les lieux d'ermitage, s'étant développés près d'un endroit où un ermite inscrit dans leur tradition a vécu et médité, et attirant des adeptes qui ont finalement développé une communauté monastique. Étant donné que les milieux naturels ont souvent joué un rôle important dans la vie et les pratiques des ermites, comme en témoigne, par exemple, l'importance des animaux, des plantes et autres caractéristiques de la nature pour Saint François d'Assise, il existera une tendance naturelle à protéger l'environnement associé à ces lieux. Les gestionnaires peuvent tirer parti de ces tendances pour renforcer les mesures qu'ils mettent en œuvre en collaboration avec les parties intéressées des religions dominantes (Papayannis et Mallarach, 2009).

Les sites naturels sacrés des religions traditionnelles sont associés à des mythes et croyances partagés par un grand nombre de personnes. Des centaines de millions d'hindous, de bouddhistes et de jaïns vénèrent le mont Kailas, au Tibet, en tant que centre de l'univers et demeure de divinités et êtres éclairés majeurs dans leurs traditions respectives. L'histoire biblique de la rencontre de Moïse avec Dieu sur le mont Sinaï, et la révélation et l'alliance qui s'y seraient produits, ont eu une profonde influence non seulement sur le judaïsme, le christianisme et l'islam, mais également sur le cours de la civilisation occidentale.

Selon le mythe, le peuple coréen dans son ensemble, au nord et au sud, est le descendant de Paekdu, ou Changbai Shan, un volcan à la frontière Nord-Coréenne avec la Mandchourie (Price et al., 2013). Les religions monothéistes du judaïsme, du christianisme et de l'islam vénèrent les sites naturels sacrés non comme des divinités, mais plutôt comme des lieux de culte, comme les églises et les synagogues, ou comme des lieux issus de la création divine de Dieu, dignes d'amour et de respect. De telles croyances, à la fois monothéistes et non monothéistes, ont une influence puissante pouvant être mobilisée pour motiver des millions de personnes à soutenir les aires protégées en particulier, et la conservation de l'environnement en général.

Les points suivants sont proposés à titre d'orientation pour les gestionnaires d'aires protégées travaillant avec les religions dominantes.

1. Les gestionnaires des aires protégées doivent travailler avec les autorités religieuses et les associations de pèlerinage pour gérer le flux des pèlerins, leur fournir des installations et des services, et les sensibiliser à la nécessité de protéger l'environnement naturel et de respecter la culture locale. La situation est généralement assez complexe, impliquant potentiellement de nombreuses parties.
2. Les gestionnaires d'aires protégées incluant des monastères peuvent travailler avec les dirigeants des communautés monastiques pour les inclure dans leurs plans de gestion, et intégrer leurs pratiques dans leurs systèmes de gestion (Papayannis et Mallarach, 2009). Les abbés des monastères bouddhistes tibétains du parc national de Sagarmatha, au Népal, par exemple, contrôlent les bosquets sacrés autour de leurs monastères, et ont le pouvoir de désigner les « forêts des lamas » comme des lieux que les communautés Sherpa locales seront grandement motivées à conserver, plus encore que les zones officiellement protégées par le parc lui-même (Mallarach, 2008).
3. Parce qu'ils attirent un grand nombre de pèlerins et sont des lieux de communautés monastiques, de nombreux sites naturels sacrés dans les religions dominantes abritent de nombreuses structures bâties. Un sanctuaire de pèlerinage majeur comme Badrinath, dans l'Himalaya indien, doit fournir des installations et des temples pour loger et répondre aux besoins religieux des 400 000 pèlerins visitant le site chaque été. De grands monastères, incluant des églises et des quartiers d'habitation pour les moines, sont perchés sur des rochers et cachés dans les forêts des aires protégées d'une grande partie de l'Europe, en particulier dans les Balkans, ainsi que dans les forêts de cèdres du Liban, au Moyen-Orient.
4. Les gestionnaires doivent accorder une attention particulière aux défis associés au maintien des structures créées par l'homme et des traditions qui y sont liées, tout en préservant l'environnement naturel qui les entoure et leur donne leur signification particulière. Cela nécessite de travailler en étroite collaboration avec les chefs religieux et les autorités monastiques, en plus des communautés locales. Un autre point à considérer est que de nombreux monastères, en Europe et en Asie, possèdent de vastes propriétés foncières incluant de grandes étendues de nature relativement intacte, et susceptibles d'être déjà associées à des aires protégées existantes, ou d'être candidates à devenir de nouveaux sites de protection (Papayannis et Mallarach, 2009).
5. Les sites naturels sacrés des religions dominantes peuvent être beaucoup plus grands que les sites des traditions autochtones et des communautés locales, bien que les traces ancestrales des « Rêves » des êtres de la création puissent relier les caractéristiques naturelles à travers de vastes distances dans la cosmologie des aborigènes australiens. Les hindous, en Inde, par exemple, considèrent le Gange, dans toute sa longueur, ainsi que toute la chaîne de montagnes de l'Himalaya comme sacrés. Ces grands éléments et paysages naturels

peuvent traverser de multiples aires protégées, dont les plans et systèmes de gestion pourraient être renforcés en intégrant les valeurs culturelles et spirituelles qui les relient, non seulement pour les personnes qui vivent près d'eux, mais aussi pour les adeptes plus éloignés des religions qui les vénèrent. En un sens, ils forment des corridors culturels semblables, à certains égards, aux corridors fauniques.

6. Certains sites naturels sont sacrés pour plus d'une religion dominante ou peuvent également être sacrés pour les traditions autochtones. Le lac Manasarovar, site Ramsar du Tibet, est considéré comme le lac le plus sacré au monde par les hindous, mais également par de nombreux bouddhistes tibétains, et il possède également une signification particulière pour la tradition autochtone tibétaine. Adam's Peak, dans la zone de Peak Wilderness, au Sri Lanka, est un lieu de pèlerinage majeur pour les hindous, les bouddhistes, les chrétiens et les musulmans, qui doivent tous être pris en compte dans la gestion de la région (Bernbaum, 1997). Les sites naturels sacrés pour plus d'une tradition religieuse ou autochtone posent le défi de résoudre les conflits pouvant surgir entre ces traditions. Les gestionnaires peuvent avoir à se demander quelle tradition, le cas échéant, aura la primauté sur un site particulier, bien qu'il soit préférable de laisser aux parties, elles-mêmes, le soin de trouver un accord (voir la discussion plus haut dans ce chapitre).
7. De nombreuses traditions autochtones craignent aujourd'hui l'empiètement des religions dominantes sur leurs sites sacrés, une crainte à laquelle les gestionnaires doivent faire face pour s'assurer que les points de vue et intérêts de toutes les parties prenantes soient représentés dans les plans et systèmes de gestion. En outre, des conflits peuvent également surgir entre différentes traditions autochtones et communautés locales revendiquant un même site, comme par exemple, les différends entre les Hopis et les Navajos au sujet de lieux sacrés dans le sud-ouest américain, dont beaucoup dans des aires protégées.
8. Les gardiens de sites des religions dominantes viennent généralement d'endroits éloignés et sont assignés par les dirigeants d'institutions religieuses ayant leur siège ailleurs. Le chef du monastère Sainte-Catherine, en charge du mont Sinäï ou du Djebel Musa, par exemple, vient de Grèce et reçoit sa nomination de la hiérarchie de l'Église orthodoxe orientale (Mallarach, 2008). Une illustration de l'influence monastique dans l'efficacité de la conservation est présenté dans l'Étude de cas 22.7.
9. Les sites sacrés pour de multiples traditions religieuses et autochtones peuvent avoir un certain nombre de gardiens, à des fins potentiellement contradictoires, et les gestionnaires doivent reconnaître la nature et les

intérêts divers de ces gardiens. Dans le christianisme, l'accent est mis sur la notion d'intendance, plutôt que sur la tutelle *en soi*, détournant l'accent de la propriété et du contrôle vers l'obligation et la responsabilité. Les hindous peuvent considérer que le véritable gardien d'un site sacré est la divinité qui y habite et qui détient le pouvoir sur ce lieu, comme la déesse Nanda Devi dans la réserve de biosphère de Nanda Devi. Pour certains sites sacrés, il peut ne pas y avoir de personne(s) désignée(s) comme gardien(s) (ou les connaissances ont pu être fragmentées ou perdues à cause de la colonisation). Au lieu de cela, diverses parties prenantes et organisations religieuses et de pèlerinage peuvent se charger de prendre soin du site, et dans certains cas, une personne peut être chargée de protéger le lieu.

10. Les sites sacrés attirant de nombreux pèlerins et autres visiteurs offrent la possibilité de diffuser des idées religieuses de conservation pour le site particulier et pour l'environnement en général. Les sites naturels sacrés situés dans les aires protégées peuvent attirer l'attention et mettre en évidence de manière concrète les messages de grandes figures des religions dominantes sur la nécessité urgente de respecter et de prendre soin de la nature. Par exemple, un projet dans lequel des chefs religieux et des scientifiques travaillaient ensemble pour rétablir une forêt sacrée à Badrinath, une ville sainte en Inde, a institué des cérémonies de plantation d'arbres ayant attiré beaucoup d'attention et répandu l'idée de planter et de prendre soin des arbres, ailleurs en Inde, pour des raisons découlant des croyances et des pratiques hindoues traditionnelles (Pungetti et al., 2012). Le défunt pape Jean-Paul II et le Patriarche Bartholomée Ier de Constantinople ont utilisé leur autorité religieuse pour encourager les adeptes de leurs traditions à respecter et à prendre soin de l'environnement naturel (Dudley et al., 2005).

Gestion des touristes sur les sites sacrés

De nombreux sites sacrés connus sont des attractions touristiques majeures pour le public laïque, national et international, en raison de leur beauté naturelle et de leur intérêt culturel. Un grand nombre de touristes viennent les voir, avec des impacts potentiellement négatifs sur les valeurs naturelles et culturelles de ces sites. Parallèlement, ces visiteurs apportent des revenus pouvant aider à soutenir les aires protégées et les communautés locales. En outre, les principaux sites naturels sacrés, tels que le mont Sinäï et le mont Fuji, sont bien connus de la majorité du public, qui n'a pas l'occasion de les visiter mais aimerait savoir qu'ils sont préservés pour la postérité.

Étude de cas 22.7 Le rôle de la religion, de la culture et de la spiritualité dans la montagne sacrée de Montserrat, Catalogne, Espagne

Figure 22.4 : Emplacement indicatif de Montserrat, Catalogne, Espagne, dans la péninsule ibérique

Source : US NPS

Montserrat est située à environ 50 kilomètres au nord de Barcelone. Malgré son altitude modeste (1 120 mètres) et sa taille relativement petite, son relief singulier, caractérisé par des milliers d'étonnants pinacles pierreux, en fait une montagne unique, magique et majestueuse. Montserrat abrite des sites exceptionnels du patrimoine géologique d'importance nationale, plus de 1 200 espèces de plantes vasculaires méditerranéennes, dont 40 considérées comme rares ou menacées, et 29 espèces animales considérées comme rares, menacées ou vulnérables.

Niché dans la montagne, au-dessus des falaises, se trouve le célèbre monastère bénédictin de Santa Maria, où une icône noire de la Sainte Vierge est vénérée. Pendant de nombreux siècles, le sanctuaire de la patronne de la Catalogne, un chef-d'œuvre de l'art sacré du XII^e siècle, a été l'un des plus importants sanctuaires dédiés à la Vierge dans le monde catholique. En outre, la partie supérieure de Montserrat compte 12 ermitages, la plupart accrochés à des pinacles rocheux, où des ermites ont vécu depuis des millénaires. Deux ermitages sont encore utilisés par la communauté monastique pour des retraites, tandis que deux autres sont utilisés comme abris par les grimpeurs. En 1954, sur une crête à une altitude plus basse,

le monastère des religieuses de Sant Benet a été construit. La tradition du pèlerinage à pied pour vénérer la sainte icône de la Vierge date de l'époque médiévale. Aujourd'hui, bien que la majorité des gens utilisent des moyens mécaniques, des groupes de pèlerins grimpent encore à pied, suivant des sentiers de pèlerinage historiques.

Pour toutes ces raisons, et bien d'autres raisons historiques, politiques et sociologiques, Montserrat est largement considérée comme l'identité et le cœur spirituel de la Catalogne. En 1989, Montserrat a été déclarée parc naturel (catégorie V de l'UICN) incluant une réserve naturelle (catégorie III de l'UICN) par un décret du gouvernement de Catalogne. L'aire protégée couvre environ 9 400 hectares, dont près de 2 000 hectares forment la réserve naturelle. L'ensemble du massif a été inclus dans le réseau européen Natura 2000. Le Conseil d'administration de Montserrat est codirigé par le Président de la Catalogne et l'abbé du monastère de Santa Maria.

La communauté bénédictine est le principal gardien de Montserrat depuis près de 10 siècles. L'influence culturelle et l'importance de la communauté monastique peuvent être évaluées par les faits suivants :

1. Au cours des quatre derniers siècles, elle a accueilli une importante école de musique liturgique.
2. C'est l'une des plus anciennes maisons d'édition d'Europe.
3. Sa bibliothèque compte plus de 300 000 volumes, dont des manuscrits uniques.
4. Le musée possède l'une des meilleures collections de peintures de paysages de Catalogne.
5. Le travail culturel des moines comprend des études bibliques, la liturgie, la théologie, l'histoire monastique, la musicologie, ainsi que des thèmes spirituels et pastoraux, et produit ou traduit de nombreuses œuvres chaque année.
6. Les moines organisent de nombreuses activités culturelles.

En outre, les zones entourant le monastère de Santa Maria sont un musée en plein air, y compris un certain nombre de groupes sculpturaux du XIX^e siècle qui se fondent dans les murs rocheux, le long des sentiers.

Josep-Maria Mallarach, Association Silene

Éducation et interprétation

Les gestionnaires peuvent faire participer le public à la gestion des sites sacrés au moyen de programmes d'éducation et d'interprétation encourageant les visiteurs à respecter les valeurs traditionnelles et à préserver l'environnement naturel, et expliquant le rôle des aires protégées dans la protection des sites naturels sacrés. Ces programmes devront expliquer les valeurs que les sites présentent pour les traditions autochtones, les communautés locales et/ou les religions dominantes, et relier ces valeurs à celles détenues par les visiteurs, afin qu'ils puissent plus facilement comprendre, apprécier et soutenir la conservation environnementale et

culturelle des aires protégées. L'accent devra être mis sur le développement du respect mutuel et de l'inclusion, afin que toutes les parties se sentent motivées à travailler ensemble pour le bien commun des sites et des personnes. Par exemple, Sir Tumu Te Heuheu Tukino VIII, chef suprême de la tribu Ngati Tuwharetoa et ancien président du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO, a écrit sur le parc national de Tongariro, en Nouvelle-Zélande, un site sacré maori majeur :

Dans l'exercice de tous les paramètres du kaitiakitanga, ou de tutelle, nous sommes également très conscients de la nécessité d'équilibrer l'intérêt mondial pour le paysage

Parc naturel et Monastère de Montserrat, Catalogne, Espagne

Source : Graeme L. Worboys

avec les intérêts tribaux et le maintien de la véracité culturelle. Le défi n'est pas tant de reconnaître la relation entre le parc national et la tribu, ceci étant maintenant confirmé par les dispositions du Patrimoine mondial. Le défi est d'embrasser et de gérer l'enthousiasme mondial avec l'intégrité tribale, afin que les deux puissent être compris, appréciés et partagés par ceux qui nous suivront dans les années à venir. (Schaaf et Lee, 2006:226)

En 1985, reconnaissant l'importance culturelle et spirituelle d'Uluru, un monolithe rocheux sacré pour le peuple Anangu, le gouvernement australien lui a restitué le parc national d'Uluru-Kata Tjuta en tant que propriétaires traditionnels, et les Anangu, à leur tour, l'ont cédé au gouvernement dans un accord de gestion conjointe. Ces dernières années, les programmes éducatifs et documents d'interprétation développés et mis en œuvre par les Anangu et le parc national, demandant aux visiteurs de ne pas escalader Uluru par respect pour la culture et les traditions Anangu, ont réussi à réduire considérablement le nombre de touristes escaladant le site sacré (Verschuuren et al., 2010). Cet exemple montre l'importance de disposer de personnes pour qui un site est sacré, jouant un rôle de premier plan dans les programmes de gestion, d'éducation et d'interprétation. Il souligne également la façon dont ces programmes peuvent toucher les membres du grand public et modifier leur comportement en cultivant le respect et la compréhension, plutôt qu'en imposant des règles et des sanctions susceptibles d'engendrer un ressentiment et une non-conformité (Taylor et Lennon, 2012).

Gestion de l'utilisation récréative

Les utilisations récréatives, en particulier, telles que l'escalade et le ski, peuvent menacer le caractère spirituel des sites sacrés aux yeux de ceux qui les vénèrent. Les Lakotas et autres tribus du Wyoming, par exemple, considèrent l'ascension de Devil's Tower (ou Mato Tipila), dans le monument national de Devil's Tower, comme un acte de profanation, en particulier pendant leur saison cérémonielle, en juin. Les gestionnaires du parc ont essayé d'interdire l'escalade pendant cette période, mais un petit groupe d'alpinistes a contesté cela devant les tribunaux, affirmant que cela violait leurs droits, et a gagné. La direction demande maintenant aux gens de s'abstenir volontairement d'escalader la tour volcanique en juin, par respect pour les traditions amérindiennes, et l'écrasante majorité des grimpeurs accepte de le faire (Wild et McLeod, 2008).

L'expansion de l'Arizona Ski Bowl et l'utilisation d'eaux usées pour produire de la neige artificielle sur les montagnes sacrées des San Francisco Peaks ont opposé des tribus telles que les Hopi et les Navajos au domaine skiable et aux membres du public adeptes du ski. Les amérindiens ont obtenu le soutien d'organisations environnementales telles que le Sierra Club, mais jusqu'à présent, n'ont pas réussi à stopper l'utilisation d'eaux usées et autres aspects du ski récréatif, qu'ils considèrent comme des profanations de la montagne sacrée (Papayannis et Mallarach, 2009).

Un autre exemple important de la gestion des sites naturels sacrés vient du peuple Dai, vivant à la confluence du nord-ouest du Vietnam, de l'est du Myanmar, du Haut-Laos, du

Panneau situé au point de départ de l'ascension d'Uluru, parc national d'Uluru-Kata Tjuta, Territoire du Nord, Australie

Source : Graeme L. Worboys

nord de la Thaïlande et de la région du Yunnan du sud-ouest de la Chine. Avant l'introduction du bouddhisme hinayana, avec la dynastie Tang, les Dai étaient animistes, reliant les forces de la nature au royaume spirituel grâce à l'idée de *Shu*, l'esprit de la montagne. Les Dai ont maintenu et augmenté le potentiel de biodiversité et l'abondance de la flore et de la faune autochtones sur leurs collines sacrées (ou *Nongs*) en maintenant des rituels pour contrôler l'esprit maléfique de *Shu*, et soumettant l'utilisation du bois et autres ressources, comme la médecine ou la nourriture, uniquement à un consentement religieux et de la communauté. La collecte de bois d'espèces telles que *Paramichelia baillonii*, *Cinnamomum comphora*, *C. glanduliferum* et *Gmelina arborea* nécessite le consentement d'un comité de village, ce qui a permis de conserver des collines boisées dans un paysage agricole autrement transformé en rizières, jardins familiaux et champs cultivés, satisfaisant ainsi l'esprit bienveillant de *Shu*. Les âmes respectées des chefs des Dai résident dans les collines boisées du *Nong Man* local ou du *Nong Meng* plus vaste, et contribueraient à la préservation des paysages locaux et régionaux (Xu et al., 2006).

Détail du panneau situé au point de sortie de l'ascension d'Uluru, parc national d'Uluru-Kata Tjuta, Territoire du Nord, Australie

Source : Graeme L. Worboys

Gestion des caractéristiques culturelles (patrimoine culturel matériel)

La plupart des aires protégées abritent un patrimoine culturel tangible considérable, mais celui-ci est souvent de nature fragmentaire et subtile, archéologique plutôt que monumental. Il n'est généralement pas constitué de bâtiments importants ou de sites d'art rupestre bien connus. La gestion de ces sites patrimoniaux plus subtils, et souvent plus fragiles, nécessite une gamme de techniques sophistiquées, souvent dans un environnement de ressources limitées. Le gestionnaire de l'aire protégée, comme cela a été mentionné précédemment dans ce chapitre et dans le chapitre 4, manque souvent d'expérience en matière de gestion du patrimoine culturel, et peut ne pas reconnaître les nombreuses valeurs du patrimoine culturel d'une aire protégée sans l'aide de spécialistes du patrimoine culturel et/ou de la communauté locale. La localisation, l'identification, l'inventaire et l'évaluation de ces sites et paysages sont des conditions préalables à la formulation de stratégies de gestion. Les méthodes de gestion doivent commencer par une discussion de ces questions et des stratégies suggérées pour leur réalisation. Après cela, la meilleure stratégie consiste souvent à rédiger un plan de gestion pour la conservation du

Bâtiment de ferme historique dans le complexe Homestead Coleman, parc national de Kosciuszko, Nouvelle-Galles du Sud, Australie, une structure activement conservée par le Service des parcs nationaux et de la faune sauvage de Nouvelle-Galles du Sud, comme indiqué dans la Charte Burra de l'ICOMOS

Source : Graeme L. Worboys

patrimoine culturel en général, plutôt que de se concentrer initialement sur des sites spécifiques.

Il est important de noter ici que nous ne suggérons pas que des preuves tangibles, telles que l'environnement bâti, soient distinctes du paysage environnant. Elles font toutes partie d'un système holistique intégré impliquant l'évolution conjointe de la nature et la culture (diversité bioculturelle). Cependant, la gestion et la protection des preuves tangibles nécessitent généralement une expertise technique et des pratiques de gestion spécifiques, et notre discussion porte principalement sur ces exigences particulières.

Le document de politique internationale le plus important pour la conservation du patrimoine culturel tangible, en particulier du patrimoine bâti, est la Charte internationale pour la conservation et la restauration des monuments et des sites, connue sous le nom de Charte de Venise, qui résulte des délibérations de professionnels sur la restauration des bâtiments endommagés par les inondations à Venise, en 1964, et qui a donné naissance au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) (Lennon, 2006). Parmi les autres agences mondiales liées à l'ICOMOS dans le domaine de la gestion et de la protection du patrimoine culturel figurent l'UNESCO, le Centre international pour l'étude de la préservation et de la restauration des biens culturels, le Conseil international des musées (ICOM), la Convention du patrimoine mondial et l'UICN. Plusieurs pays ont adapté les principes directeurs de l'ICOMOS à leur situation particulière, tels que la Charte Burra de

l'Australie, établie en 1979, les Principes de Chine (2004), une Charte de préservation des villes et régions historiques des États-Unis d'Amérique (US ICOMOS, 1992), et la Charte pour la préservation du patrimoine du Québec (ICOMOS Canada) (Lennon, 2006). Les protocoles de Hoi An de l'UNESCO (UNESCO, 2009) fournissent des lignes directrices professionnelles pour la préservation de l'authenticité des sites du patrimoine dans le contexte des identités culturelles diverses et durables de l'Asie. Malgré ces lignes directrices universelles, les meilleures pratiques de gestion varient d'un continent à l'autre, et même d'un pays à l'autre, pour diverses raisons, notamment les fonds disponibles pour gérer les bâtiments historiques et les paysages, ainsi que le niveau de fréquentation.

Des bâtiments historiques sont présents dans les aires protégées à travers le monde, et peuvent parfois même constituer la raison d'être de l'aire protégée, ou être accessoires à la raison principale, comme par exemple, les huttes de bergers et de mineurs dans le parc national de Kosciuszko, en Australie (voir chapitre 4). L'importance d'un élément construit n'est souvent pas immédiatement apparente au premier venu, et encore moins à un gestionnaire d'aire protégée. Par exemple, ce n'est peut-être pas le tissu ou la preuve physique qui est significatif, mais les événements historiques associés au lieu. Généralement, la manière dont une fonction est gérée dépend de ses valeurs et du niveau de signification de ces valeurs. Le processus d'attribution des valeurs puis d'évaluation de l'importance marque le début du processus de planification de la conservation, discuté ci-après.

Figure 22.5 Étapes du processus de planification de la conservation

Source : Adapté de ICOMOS Australia (2013)

Processus de planification de la conservation

Comme abordé au chapitre 4, la gestion et la conservation des éléments culturels, y compris les paysages culturels et la diversité bioculturelle, devraient idéalement être guidées par une planification minutieuse et rigoureuse de la conservation, souvent par des experts du patrimoine. Cela implique un processus d'évaluation, suivi d'une série d'étapes bien définies, en passant par des rapports et un suivi des conditions des valeurs identifiées (figure 22.5). Ces étapes sont souvent articulées au moyen d'un plan de gestion de la conservation, en particulier lorsque la caractéristique est importante ou très importante. Un tel plan devra être conforme à tout autre plan relatif à l'aire protégée.

Une recherche approfondie, utilisant toutes les sources disponibles, permet de comprendre le lieu et d'évaluer ses valeurs. Les valeurs patrimoniales peuvent résider dans la forme, les matériaux, l'artisanat et le cadre du lieu, ainsi que dans les associations et les souvenirs que les gens ont avec ce lieu. Les valeurs patrimoniales diffèrent d'une culture à l'autre et pour différentes périodes de l'histoire sociale. Elles sont étroitement liées à l'authenticité du tissu et des preuves documentaires associées. Lennon (2006) partage des informations utiles sur les valeurs, l'authenticité et la signification. ICOMOS Australie

identifie cinq valeurs, indiquées dans le Tableau 22.1 (voir également le chapitre 4).

Une fois que les valeurs ont été identifiées et qu'un consensus a été trouvé parmi les parties prenantes (ce qui n'est pas toujours facile), une évaluation de l'importance culturelle démontre dans quelle mesure les éléments patrimoniaux possèdent les valeurs définies. Un énoncé clair et concis de l'importance culturelle est préparé pour une caractéristique dans son ensemble, ou des énoncés distincts pour des éléments distincts constituant une caractéristique grande ou complexe.

Alors que la première étape porte sur le site lui-même, la deuxième étape porte sur l'élaboration de politiques, en s'appuyant sur les obligations découlant de l'évaluation de l'importance avec les facteurs externes susceptibles d'influencer la gestion future du site. Par exemple, il ne serait pas utile de développer une politique de restauration totale d'un bâtiment si aucun financement n'est disponible.

La deuxième étape impliquera probablement de longues discussions entre le spécialiste du patrimoine, les gestionnaires du parc et les parties prenantes. Une fois que les politiques auront été élaborées, un plan de gestion pourra être préparé pour opérationnaliser les politiques en objectifs et actions prioritaires et financés. Un processus efficace de suivi et d'évaluation devra être inclus dans le plan de gestion. Un

La populaire promenade Mala, guidée par des rangers, à la base d'Uluru et vers les gorges de Kantju, parc national d'Uluru-Kata Tjuta, Territoire du Nord, Australie. Cette promenade présente des surplombs et des grottes spectaculaires, des peintures autochtones et des sites d'importance spéciale pour la communauté autochtone. La protection de ces caractéristiques est assurée par la conception de plateformes d'observation surélevées et le tracé de la promenade

Source : Graeme L. Worboys

plan de gestion de la conservation devra indiquer clairement ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas, en ce qui concerne l'élément patrimonial, par exemple si un bâtiment peut être

déplacé, si le patrimoine meuble peut être transféré dans un musée, la quantité de tissu nouveau pouvant être introduit, le type approprié de mobilier à utiliser et le montant du financement à allouer à l'entretien d'un bâtiment ancien ou abandonné. Les facteurs suivants peuvent être importants à considérer lors de l'élaboration d'un plan de gestion de conservation :

- **Utilisation par les visiteurs :** la durabilité des niveaux de visites doit être évaluée, afin de déterminer si ceux-ci sont compatibles avec le maintien de l'importance culturelle de l'aire protégée.
- **Interprétation :** les méthodes permettant de révéler au public les valeurs importantes du site devront être décrites, si un usage public est prévu. Cela peut impliquer un traitement du tissu afin de montrer des significations historiques, l'utilisation du site d'une manière compatible avec son utilisation originale, l'utilisation de matériel interprétatif introduit ou l'utilisation de guides issus de la population locale.
- **Contraintes de l'enquête :** des raisons culturelles, sociales, éthiques ou religieuses peuvent empêcher ou limiter les recherches sur un paysage culturel ou l'accès aux sites historiques par les chercheurs, les travailleurs ou le public.
- **Développements futurs susceptibles de se produire :** le plan de conservation doit envisager les développements futurs possibles et leur impact sur les valeurs patrimoniales. Les développements de toute ampleur devront également être évalués au moyen de procédures d'évaluation de l'impact environnemental et de stratégies d'atténuation appropriées.

L'objectif est un plan de conservation réalisable, pouvant être adapté aux conditions changeantes tout en conservant l'importance des valeurs patrimoniales exprimées sur le site.

Tableau 22.1 Valeurs du patrimoine culturel

Type de valeur culturelle	Description
Valeur esthétique	Perceptions sensorielles telles que la forme, l'échelle, la couleur, la texture et la matière, ou les odeurs et les sons associés à un lieu et à son utilisation.
Valeur historique	Un lieu ayant influencé, ou ayant été influencé par une figure historique, un événement, une phase ou une activité, ou site d'un événement important.
Valeur scientifique / de recherche	Importance des données, rareté, représentativité, mesure dans laquelle le lieu peut apporter d'autres informations substantielles.
Valeur sociale	Qualités pour lesquelles un lieu est devenu une référence pour un sentiment spirituel, politique, national ou autre sentiment culturel pour un groupe majoritaire ou minoritaire.
Valeur spirituelle	Utilisée pour capturer l'attachement entre les humains et l'environnement naturel/le lieu, de façon plus spécifique que les valeurs sociales ou esthétiques.

Source : ICOMOS Australia (2013)

Le plan de gestion peut inclure des conditions pour d'autres scénarios, permettant au gestionnaire de réagir aux changements dans l'utilisation ou l'état physique du site. Les actions de traitement peuvent aller de l'entretien et de la restauration cycliques à la continuité de modes de vie traditionnels ou à la réutilisation adaptative. La pertinence de certains traitements doit être soigneusement évaluée avant le début des travaux. La pertinence des traitements variera également selon le type d'aire protégée et l'ampleur de l'impact. Par exemple, dans les paysages artificiels, une reconstruction d'éléments manquants peut avoir lieu, comme dans le paysage culturel Lednice-Valtice, classé au Patrimoine mondial, en République tchèque, l'un des plus grands paysages artificiels d'Europe, ou la réhabilitation et restauration des jardins du Palais de Hampton Court, au Royaume-Uni, suite à des dommages, ou encore la reconstruction par la replantation de 50 000 arbres à Versailles, suite aux violentes tempêtes ayant dévasté les jardins à la française de Louis XIV, en 1999.

Les principes de gestion des sites inscrits au Registre national du patrimoine australien sont également utiles :

- Les objectifs de gestion des paysages patrimoniaux sont d'identifier, de protéger, de conserver, de présenter et de transmettre, à toutes les générations, leurs valeurs patrimoniales.
- La gestion des sites patrimoniaux devrait utiliser les meilleures connaissances, compétences et normes disponibles pour ces sites, et inclure une contribution technique et communautaire continue aux décisions et aux mesures susceptibles d'avoir une incidence importante sur leurs valeurs patrimoniales.
- La gestion des paysages patrimoniaux doit respecter toutes les valeurs du site.
- La gestion des sites patrimoniaux devrait veiller à ce que leur utilisation, leur présentation et leur interprétation aux visiteurs soient compatibles avec la conservation de leurs valeurs patrimoniales.
- La gestion des sites patrimoniaux devrait prévoir, en temps opportun et de façon appropriée, la participation de la communauté, en particulier des personnes s'intéressant particulièrement au lieu ou y étant associées et pouvant être affectées par la gestion du site.
- Les peuples autochtones sont la principale source d'information sur la valeur de leur patrimoine, et leur participation active à l'identification, à l'évaluation et à la gestion fait partie intégrante de la protection efficace des valeurs patrimoniales autochtones.
- La gestion des paysages patrimoniaux devrait prévoir un suivi, une évaluation et des rapports réguliers sur

Autel incrusté de nacre, Église du Sacré-Cœur, mission aborigène de Old Beagle Bay, péninsule de Dampier, Territoire du Nord, Australie. L'église a été construite en 1890 par des moines trappistes français et génère des revenus importants pour la communauté autochtone locale grâce aux dons

Source : Sue Feary

Panneaux réglementaires internationaux à Angkor Wat, au Cambodge, utilisés pour protéger le site des déchets (restes de nourriture, mégots de cigarettes et ordures) et de la pollution sonore, et pour exiger une tenue vestimentaire culturellement acceptable. Les marches en bois aident à protéger la porte en pierre de l'important trafic piétonnier

Source : Graeme L. Worboys

la conservation des valeurs patrimoniales des sites (Department of the Environment, 2014).

Les associations culturelles doivent être préservées pour maintenir vivantes les valeurs associatives telles que décrites dans l'évaluation de l'importance effectuée dans le cadre du processus de planification de la conservation. Cela nécessite une coopération et une collaboration entre les chefs de groupes communautaires, les détenteurs de connaissances et les gestionnaires d'aires protégées. Celle-ci peut inclure des programmes d'éducation, des activités saisonnières, des réunions intergénérationnelles et des festivals visant à transmettre les rituels et l'artisanat, la langue et la fierté des coutumes locales. Les valeurs peuvent cependant être dynamiques : elles évoluent et changent. L'évaluation des conditions et la connaissance de ces valeurs doivent être mises à jour et, par conséquent, les stratégies de gestion doivent pouvoir changer pour protéger les valeurs exprimées par les aires protégées.

Gestion des visiteurs dans les lieux historiques

De nombreux bâtiments historiques sont ouverts au public, parfois dans le but de lever des fonds pour aider à leur entretien. Le plan de conservation des bâtiments historiques devrait identifier le type de circulation des visiteurs et leur fréquence le long de couloirs, corridors ou escaliers spécifiques. Par exemple, lors de la visite du Palais Royal de Londres, les visiteurs peuvent admirer des statues emblématiques ou des peintures murales de premier ordre, indicatrices du type de collections qui seront exposées. Lors de la visite de bâtiments historiques sensibles, le respect de la lecture silencieuse ou l'utilisation de visites autoguidées audiovisuelles peuvent être demandés, et les heures de visite limitées. Lors de la visite des temples historiques de Kyoto, au Japon, les visiteurs peuvent accéder à certaines pièces de l'étage principal, à condition qu'ils enlèvent leurs chaussures ou utilisent les couvre-chaussures jetables fournis par la direction. Les bâtiments historiques qui présentent des collections bibliographiques fournissent aux visiteurs autorisés des filtres pour le nez et la bouche et des gants en coton.

L'accumulation de suie et de poussière sur les surfaces exposées, et la contamination visuelle et sonore dans les zones urbaines peuvent constituer d'autres impacts sur les bâtiments et monuments historiques. Les sites patrimoniaux devraient disposer d'un espace tampon, comme par exemple, un jardin. Ce tampon pourrait améliorer ces problèmes et fournir une enceinte de protection au site.

Un nombre élevé de visiteurs peut avoir un impact sur le patrimoine bâti, pouvant être réduit de plusieurs façons. Une limite du nombre de visiteurs peut être instaurée de façon

Des archéologues informent des experts en visite à Hang Trong Cave, complexe paysager de Trang An, un site du patrimoine mondial, Vietnam, sur l'excavation d'un gisement d'occupation humaine âgé de 24 438 ans. Les restrictions d'utilisation des visiteurs dans cette zone aident à protéger le site d'excavation

Source : Graeme L. Worboys

permanente, certaines zones du bâtiment ouvertes au public peuvent être restreintes, ou le site peut être fermé à certains moments de l'année. Le soutien du public peut toutefois diminuer, à moins qu'il n'existe de bons programmes éducatifs pour expliquer pourquoi de telles mesures sont nécessaires. Les recettes peuvent également diminuer, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives pour l'autorité de gestion et les communautés locales.

Alternativement, les sites peuvent être « renforcés ». Sur le site historique de Throsby Park, une grande ferme en grès géorgien en Nouvelle-Galles du Sud, Australie, des tapis fragiles ont été recouverts de plastique épais pour permettre aux visiteurs de traverser le bâtiment sans causer de dommages. Des passerelles surélevées peuvent être construites autour de sites archéologiques, tels que Çatal Hüyük, un site de plus de 8 000 ans classé au Patrimoine mondial de l'humanité, en Turquie (voir chapitre 4), ou dans les abris rocheux contenant des peintures anciennes. Le suivi des impacts des visiteurs est crucial afin de s'assurer que les services ne sont pas surchargés, et que le tissu important n'est pas endommagé, ainsi que pour déterminer quand des travaux seront nécessaires pour conserver l'importance du site.

Le cas échéant, une signalisation multilingue devra être disponible. Des brochures devront être mises à disposition

des visiteurs du site, à condition qu'elles n'entraînent pas de problème de déchets. Un centre de ressources pourra également être créé sur le site, où les visiteurs pourront avoir accès à des renseignements pertinents sur l'histoire et l'importance culturelle du site. Des liens vers les sites de réseaux sociaux doivent être clairement mis en évidence pour les personnes désireuses de créer un lien avec les autres ou de partager leurs expériences.

Plus important encore, les architectes, archéologues, rangers, communicateurs, écologistes, sociologues et autres professionnels impliqués dans les sites patrimoniaux devront recevoir une instruction et une formation sur le site, les initiant à la philosophie et aux techniques de conservation, de restauration et d'exploitation du site, telles qu'elles s'appliquent à l'emplacement spécifique.

Dans certains cas, les touristes peuvent découvrir le patrimoine culturel sans le voir directement. Par exemple, certaines œuvres d'art sur les murs des grottes peuvent être trop fragiles pour être soumises aux touristes et à leur respiration, riche en dioxyde de carbone. Les visiteurs ne peuvent pas entrer dans de telles grottes. Ils reçoivent plutôt leur instruction visuelle dans des centres d'interprétation conçus pour accueillir un grand nombre de personnes visitant le site, comme dans les grottes d'Altamira, près d'Antillana del Mar, Cantabrie, dans le nord de l'Espagne.

Si l'accès au site est nécessaire, des chemins spéciaux peuvent être marqués, y compris un sens de circulation strict et des signes clairs visant à rendre l'expérience explicite. Dans la mesure du possible, des chemins d'interprétation équipés d'une signalisation illustrative permettant l'accès des personnes handicapées sont souhaitables. Des avis d'interdiction de photographie au flash ou autres pratiques d'observation invasives peuvent également être appropriés.

Gérer les éléments patrimoniaux dans un monde en mutation

Les sites patrimoniaux importants peuvent être touchés par de nombreux événements, tant naturels qu'humains. Par exemple, les processus de changements climatiques, tels que la fonte des glaciers, peuvent menacer les sanctuaires situés dans des zones montagneuses. Un exemple de cas extrême d'intervention humaine est l'enlèvement du complexe du Grand Temple d'Abou Simbel pour permettre la construction du barrage d'Assouan, en Égypte. La structure a été entièrement reconstruite à un autre endroit, en utilisant les mêmes matériaux et la même conception que la structure originale. La pièce d'origine a été découpée en blocs et les pièces ont été réassemblées sur leur nouvel emplacement (Fitzgerald, 2008).

L'aspect positif est que les structures anciennes ayant été inondées pour des raisons naturelles ou sociopolitiques

peuvent servir d'expositions subaquatiques *in situ* que les touristes peuvent voir en plongeant (voir le chapitre 4 sur le patrimoine sous-marin). La plongée autour de structures submergées est une forme relativement nouvelle de tourisme, de plus en plus populaire dans les villages engloutis de Ngibtal et Babeldaob, aux Palaos, Micronésie, dans la péninsule du Yucatán, dans les Caraïbes, et autour de certains navires engloutis le long de la route commerciale romaine, en Méditerranée. La durabilité de cette activité reste à déterminer, car le pillage est un danger toujours présent (Guérin et al., 2010).

Gestion de la recherche sur les sites archéologiques

Bien que la plupart des pays et leurs établissements d'enseignement disposent de principes et de politiques bien établis pour guider la recherche sur les sites patrimoniaux, chaque site possède ses propres caractéristiques particulières, avec lesquelles les professionnels doivent se familiariser. Par exemple, lorsqu'une fouille archéologique dans une aire protégée est nécessaire pour obtenir des données utiles à la compréhension ou à la gestion du site, les meilleures pratiques archéologiques doivent prévaloir, non seulement en ce qui concerne les méthodes d'excavation, mais également pour assurer l'enlèvement et le dépôt sécurisés des sédiments excavés, le maintien de l'intégrité paysagère de l'aire protégée ou des biens culturels et, le cas échéant, la tranquillité et le rythme de vie des communautés de la région.

En règle générale, les engins lourds d'excavation ne devraient pas être autorisés dans les fouilles archéologiques situées dans une aire protégée, bien que cela soit défini par les plans de gestion et stratégies de conservation pertinents. Dans la mesure du possible, les membres de la communauté locale devraient être employés pour aider à la recherche archéologique. Cela crée non seulement des emplois locaux, mais permet également aux personnes de se connecter avec leur patrimoine en participant directement à la recherche et à la gestion, comme dans le cas de la participation des cherokees de la bande orientale au fonctionnement d'un musée et d'un centre communautaire, en Caroline du Nord. La participation des aborigènes australiens à la recherche archéologique est une exigence des autorités réglementaires nationales et étatiques, ainsi que des comités d'éthique de la plupart des universités australiennes.

Gestion et conservation des documents

Bien que les gestionnaires d'aires protégées du monde occidental travaillent avec la technologie informatique depuis de nombreuses décennies, des pays subsistent où le matériel et les logiciels informatiques ne sont pas facilement disponibles. Idéalement, les fichiers, dossiers,

documents d'archives, y compris les cartes, dessins et photographies, devraient être numérisés et protégés dans un système électronique incluant au moins trois sauvegardes conservées à différents endroits. Le Comité international pour la documentation du patrimoine culturel (CIPA), une des branches techniques de l'ICOMOS, peut fournir des conseils sur l'acquisition de données et d'informations dans le but de documenter le patrimoine culturel, gérer l'information, et fournir une éducation et une formation à différents niveaux. La bonne tenue de dossiers historiques, qui sont en soi un patrimoine, est un élément essentiel de la gestion du patrimoine culturel. L'UNESCO a établi des lignes directrices pour le traitement des documents historiquement pertinents (CIPA, 2007).

De nombreux pays possèdent des installations et services informatiques, d'archivage et de catalogage limités, inexistantes ou encore à leurs débuts. C'est le cas, par exemple, des Îles Salomon, dont les archives, situées dans la capitale nationale, Honiara, contiennent de nombreux documents écrits, y compris ceux de la colonisation britannique, et l'histoire des activités des églises et des missionnaires sur de nombreuses décennies. Un approvisionnement électrique peu fiable, les catastrophes naturelles, le manque d'équipement et la faible formation de la population locale mettent ces précieux dossiers en danger. Le gouvernement des Îles Salomon a résolu le problème en utilisant l'aide internationale australienne et un partenariat avec l'Université nationale australienne pour numériser un grand nombre de ses dossiers. Il a également appelé des volontaires dans le cadre du programme Australian Volunteers Abroad, à rédiger des manuels et à former le personnel à la gestion des dossiers. Des fonds ont également été recherchés pour acheter un générateur, afin de lutter contre les inévitables pannes d'électricité quotidiennes.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons vu comment les philosophies des aires protégées ont réagi et changé pour prendre en compte de nouveaux concepts tels que les paysages culturels et le patrimoine bioculturel. Ces concepts reconnaissent l'utilisation humaine passée et continue des environnements des aires protégées, et nous montrent une voie à suivre dans la gestion des aires protégées et de leurs précieuses valeurs naturelles et culturelles. Dans de nombreuses régions du monde, un moyen efficace de préserver les valeurs du patrimoine culturel des aires protégées est de continuer à les utiliser pour des pratiques spirituelles et culturelles, ou pour des raisons de subsistance. Cette utilisation continue maintient la valeur patrimoniale mise en évidence et, dans certains cas, pourrait impliquer une meilleure protection des valeurs culturelles et naturelles.

Ce chapitre a défendu l'importance d'adopter une approche intégrée de la gestion de la culture et de la nature, et a fourni des conseils sur la façon d'y parvenir, au moyen d'études de cas et d'exemples. Nous avons examiné l'importance du processus de planification de la conservation dans la gestion du patrimoine culturel, et la façon dont les valeurs sous-tendent l'évaluation de l'importance culturelle, qui fournit à son tour une base pour les politiques et les objectifs, de manière rationnelle et transparente.

La gestion de certains aspects du patrimoine culturel tangible a été explorée, en particulier l'ouverture de bâtiments patrimoniaux et de sites religieux sacrés au tourisme de masse. Une grande partie du chapitre a été consacrée à la discussion sur la gestion des sites sacrés, à la fois naturels et construits, des religions dominantes. Beaucoup de ces sites possèdent une valeur universelle reconnue, sont célèbres et reçoivent des niveaux très élevés de visites par les pèlerins et les touristes, impliquant la nécessité d'une gestion active en conséquence.

Références

Lectures recommandées

- Amend, T., Brown, J., Kothari, A., Phillips, A. et Stolton, S. (eds) (2008) *Protected Landscapes and Agrobiodiversity Values*, Values of Protected Landscapes and Seascapes Series Vol. 1, UICN et GTZ, Kasperek-Verlag, Heidelberg.
- Apgar, J., Ataria, J. et Allen, W. (2011) 'Managing beyond designations: supporting endogenous processes for nurturing biocultural development', *International Journal of Heritage Studies* 17(6): 555–70.
- Argumedo, A. (2008) 'The Potato Park, Peru: conserving agrobiodiversity in an Andean indigenous biocultural heritage area', in T. Amend, J. Brown, A. Kothari, A. Phillips et S. Stolton (eds) *Protected Landscapes and Agrobiodiversity Values*, pp. 45–58, Protected Landscapes and Seascapes Series Vol. 1, UICN et GTZ, Kasperek-Verlag, Heidelberg.
- Australia International Council on Monuments and Sites (Australia ICOMOS) (2013) *The Burra Charter: The Australia ICOMOS charter for places of cultural significance*, Australia ICOMOS Secretariat, Melbourne.
- Berkes, F. et Folke, C. (1998) *Linking Social and Ecological Systems: Management practices and social mechanisms for building resilience*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Bernbaum, E. (1997) *Sacred Mountains of the World*, University of California Press, Berkeley.
- Bernbaum, E. (2006) 'Sacred mountains: themes and teachings', *Mountain Research and Development* 26: 304–9.
- Bernbaum, E. (2007) 'Great Smoky Mountains (shagonage) and Qualla boundary: Tennessee and North Carolina, southern Appalachian Mountains, United States of America', in J.-M. Mallarach et T. Papayannis (eds) *Nature and Spirituality in Protected Areas: Proceedings of the first workshop of the Delos Initiative*, pp. 201–18, IUCN and Publicacions de l'Abadia de Montserrat, Gland et Barcelone.
- Blattel, A., Gagnon, G., Côté, J. et Brown, J. (2008) 'Conserving agro-biodiversity on the Gaspé Peninsula of Québec, Canada. A potential role for *paysage humanise* designation', in T. Amend, J. Brown, A. Kothari, A. Phillips et S. Stolton (eds) *Protected Landscapes and Agrobiodiversity Values*, pp. 96–104, Protected Landscapes and Seascapes Series Vol. 1, UICN et GTZ, Kasperek-Verlag, Heidelberg.
- Borrini-Feyerabend, G. (2002) 'Interview on local communities and protected areas', *Parks* 12(2): 2–5.
- Borrini-Feyerabend, G., Dudley, N., Jaeger, T., Lassen, B., Pathak, N., Phillips, A. et Sandwith, T. (2013) *Governance of Protected Areas: From understanding to action*, Best Practice Protected Area Guidelines Series No. 20, UICN, Gland.
- Brown, J. (sous presse [a]) 'Stewardship of protected landscapes by communities: diverse landscapes, diverse governance models', in K. Taylor, A. St Clair et N. Mitchell (eds) *Cultural Landscapes: Preservation challenges in the 21st century*, Routledge, New York.
- Brown, J. (sous presse [b]) 'Bringing together nature and culture: integrating a landscape approach in protected areas policy and practice', in R. Gambino et A. Peano (eds) *Nature Policies and Landscape Policies: Towards an alliance*, European Documentation Centre on Nature Park Planning and Springer Verlag, Turin.
- Brown, J. et Hay-Edie, T. (2013) *COMPACT: Engaging communities in the stewardship of world heritage*, UNDP, New York.
- Brown, J. et Kothari, A. (2011) 'Traditional agricultural landscapes and community conserved areas: an overview', *Management of Environmental Quality* 22(2): 139–53.
- Brown, J., Mitchell, B. et Beresford, M. (eds) (2005) *The Protected Landscape Approach: Linking nature, culture and community*, UICN, Gland.
- Cepek, M. (2012) *A Future for Amazonia: Randall Borman and Cofán environmental politics*, University of Texas Press, Austin.
- Conservation Studies Institute (2005) *A Handbook for Managers of Cultural Landscapes with Natural Resource Values*, US National Park Service, Woodstock, VT. <www.nps.gov/csi>
- Department of the Environment (2014) *Managing National Heritage Places*, Government of Australia, Canberra. <www.environment.gov.au/topics/heritage/about-australias-heritage/national-heritage>
- Dudley, N. (ed.) (2008) *Guidelines for Applying Protected Area Management Categories*, UICN, Gland.

- Dudley, N. et Stolton, S. (eds) (2012) *Protected Landscapes and Wild Biodiversity*, Values of Protected Landscapes and Seascapes Series Vol. 3, IUCN, Gland.
- Dudley, N., Higgins-Zogib, L. et Mansourian, S. (2005) *Beyond Belief: Linking faiths and protected areas to support biodiversity conservation*, WWF, Equilibrium and the Alliance of Religions and Conservation (ARC), Manchester et Gland.
- Environmental Information System of Colombia (SIAC) (2014) *Indian Reservation*. <www.siac.gov.co/Estado_Ecosistemas_Bosque/Resguardos_indigenas1.aspx>
- Finke, G. (2012) *Landscape Interfaces: World heritage cultural landscapes and IUCN protected areas*, Thematic study published by the IUCN World Heritage Programme, IUCN, Gland.
- Finke, G. (2013) *Linking Landscapes: Exploring the relationships between World Heritage cultural landscapes and IUCN protected areas*, IUCN, Gland.
- Fitzgerald, S. (2008) *Ramses II: Egyptian pharaoh, warrior and builder*, Compass Point Books, New York.
- Gilligan, B. (2006) *The National Reserve System Programme Evaluation: Indigenous Protected Area programme*, Australian Department of Environment and Heritage, Canberra.
- Guérin, U., Egger, B. et Penalva, V. (eds) (2010) *Underwater Cultural Heritage in Oceania*, The Society for International Cultural Exchange, UNESCO, Paris.
- Harmon, D. et Putney, A. D. (2003) *Full Value of Parks: From the economics to the intangible*, Rowman & Littlefield, Lanham, MD.
- Hay-Edie, T., Howard, P., Martin, G. et McCandless, S. (2011) 'The roles of local, national and international designations in conserving biocultural diversity on a landscape scale', *International Journal of Heritage Studies* 17(6): 527–36.
- Infield, M. et Mugisha, M. (2013) *Culture, Values and Conservation: A review of perspectives, policies and practices*, Fauna and Flora International, Cambridge.
- International Committee for Documentation of Cultural Heritage (CIPA) (2007) *Recording, Documentation and Information Management for the Conservation of Heritage Places: Guiding principles*, CIPA, ICOMOS and UNESCO, The Getty Conservation Institute, Los Angeles.
- International Council on Monuments and Sites (ICOMOS) (1987) *The Dresden Declaration on Colonial Buildings*, UNESCO-ICOMOS, Paris.
- Kothari, A., Camill, P. et Brown, J. (2013) 'Conservation as if people also mattered: policy and practice of community-based conservation', *Conservation and Society* 11(1): 1–15.
- Lennon, J. (2006) 'Cultural heritage management', in M. Lockwood, G. L. Worboys et A. Kothari (eds) *Managing Protected Areas: A global guide*, pp. 448–73, Earthscan, Londres.
- Lino, C. F. et Britto de Moraes, M. (2005) 'Protecting landscapes and seascapes: experience from coastal regions of Brazil', in N. Mitchell et M. Beresford (eds) *The Protected Landscape Approach: Linking nature, culture and community*, pp. 163–78, IUCN, Gland.
- Loh, J. et Harmon, D. (2005) 'A global index of biocultural diversity', *Ecological Indicators* 5: 231–41.
- Mallarach, J.-M. (ed.) (2008) *Protected Landscapes and Cultural and Spiritual Values*, IUCN, GTZ et Obra Social de Caixa Catalunya, Heidelberg.
- Mallarach, J.-M. (ed.) (2012) *Spiritual Values of Protected Areas of Europe: Workshop proceedings*, BfN Bundesamt für Naturschutz, Bonn.
- Mallarach, J.-M. et Papayannis, T. (eds) (2007) *Protected Areas and Spirituality: The proceedings of the first workshop of the Delos Initiative*, IUCN et Publicacions de l'Abadia de Montserrat, Gland et Barcelone.
- Mallarach, J.-M., Comas, E. et de Armas, A. (2012) *El patrimonio inmaterial: valores culturales y espirituales—manual para su incorporación en las áreas protegidas* [Intangible Heritage: Cultural and spiritual values—A handbook for inclusion in protected areas], Ed. Fundación Fernando González Bernaldez, Madrid.
- Melnick, R. (1984) *Cultural Landscapes: Rural historic districts in the national parks system*, US National Park Service, Washington, DC.
- Mitchell, N., Rössler, M. et Tricaud, P.-M. (2009) *World Heritage Cultural Landscapes: A handbook for conservation and management*, UNESCO World Heritage Centre, Paris.
- Nash, R. (2001) *Wilderness and the American mind*, 4th edn, Yale University Press, New Haven, Conn.

- National System of Protected Areas (SINAP) (2014) National System of Protected Areas (Sistema Nacional de Áreas Protegidas), Colombia. <runap.parquesnacionales.gov.co/index/contenido/seccion/acercaderunap>
- Papayannis, T. et Mallarach, J.-M. (eds) (2009) *The Sacred Dimension of Protected Areas: Proceedings of the second workshop of the Delos Initiative*, UICN et Med-INA, Gland et Athènes.
- Parque de la Papa (2013) *The Potato Park as an Indigenous Biocultural Heritage Area (IBCHA)*, Parque de la Papa, Pérou. <www.parquedelapapa.org/eng/03parke_01.html>
- Phillips, A. (2003) 'Cultural landscapes: IUCN's changing vision of protected areas', in M. Rössler (ed.) *Cultural Landscapes: The challenges of conservation*, World Heritage Papers No. 7, UNESCO World Heritage Centre, Paris.
- Posey, D. (ed.) (1999) *Cultural and Spiritual Values of Biodiversity*, UNEP, Nairobi.
- Price, M., Byers A., Friend, D., Kohler, T. et Price, L. (eds) (2013) *Mountain Geography: Physical and human dimensions*, University of California Press, Berkeley.
- Pungetti, G., Oviedo, G. et Hooke, D. (eds) (2012) *Sacred Species and Sites: Advances in biocultural conservation*, Cambridge University Press, New York.
- Rodwell, D. (2007) *Conservation and Sustainability in Historic Cities*, Blackwell, Oxford.
- Rössler, M. (2003) 'Linking nature and culture: world heritage cultural landscapes', in M. Rössler (ed.) *Cultural Landscapes: The challenges of conservation*, World Heritage Papers No. 7, UNESCO World Heritage Centre, Paris.
- Rössler, M. (2005) 'World heritage cultural landscapes: a global perspective', in J. Brown, N. Mitchell et M. Beresford (eds) *The Protected Landscape Approach: Linking nature, culture and community*, pp. 37–46, UICN, Gland.
- Russiaenhoven, F. J. W., Mijatovic, D. et Eyzaguirre, P. B. (2011) 'Social-ecological indicators of resilience in agrarian and natural landscapes', *Management of Environmental Quality* 22(2): 154–73.
- Sarmiento, F. O. et Hitchner, S. (eds) (in press) *Indigenous Revival and Sacred Sites Conservation in the Americas*, Environmental Anthropology and Ethnobiology Series, Berghahn Books, New York.
- Sarmiento, F. O. et X. Viteri O. (in press) 'Discursive heritage: sustaining Andean cultural landscapes amidst environmental change', in A. St Clair, K. Taylor et N. Mitchell (eds) *Cultural Landscapes: Preservation challenges in the 21st century*, Routledge, New York.
- Schaaf, T. et Lee, C. (eds) (2006) *Conserving Cultural and Biological Diversity: The role of sacred natural sites and cultural landscapes. International Symposium, Tokyo*, UNESCO, Paris.
- Sierra Nevada de Santa Marta (2014) Website. <www.sacredland.org/sierra-nevada-de-santa-marta/>
- Taylor, K. et Lennon, J. (2011) 'Cultural landscapes: a bridge between culture and nature', *International Journal of Heritage Studies* 17: 6.
- Taylor, K. et Lennon, J. (eds) (2012) *Managing Cultural Landscapes*, Routledge, New York.
- Te Heuheu, T., Kawharu, M. et Tuheiva, R. (2012) 'World heritage and indigeneity', *World Heritage* 62(1): 8–17.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) (2001) *Thematic Experts Meeting on Asia-Pacific Sacred Mountains, Final Report*, UNESCO, Agency for Cultural Affairs of Japan and Wakayama Prefectural Government, Paris et Tokyo.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) (2009) *Hoi An Protocols for Best Conservation Practice in Asia*, UNESCO, Bangkok.
- United States National Park Service (NPS) (2014) *Guidelines for the Treatment of Cultural Landscapes: Defining landscape terminology*, US National Park Service, Washington, DC. <www.nps.gov/tps/standards/four-treatments/landscape-guidelines/terminology.htm>
- Verschuuren, B., Wild, R., McNeely, A. et Oviedo, G. (eds) (2010) *Sacred Natural Sites: Conserving nature and culture*, Earthscan, Londres.
- Wild, R. et McLeod, C. (eds) (2008) *Sacred Natural Sites: Guidelines for protected area managers*, UICN, Gland.
- Williams, L. (2003) 'Keeping a sweet tradition alive', *Russian Conservation News* 32: 2–4. <www.wild-russia.org>
- Xu, J., Ma, E. T., Tashi, D., Fu, Y., Lu, Z. et Melick, D. (2006) 'Integrating sacred knowledge for conservation: cultures and landscapes in southeast China', *Ecology and Society* 10(2): 7. <www.ecologyandsociety.org/vol10/iss2/art7/>

Ce texte est extrait du livre « Gouvernance et gestion des aires protégées »
édité par Graeme L. Worboys, Michael Lockwood, Ashish Kothari, Sue Feary et Ian Pulsford,
publié en 2020 par l'ANU Press, l'Australian National University, Canberra, Australie.

La reproduction de cette publication de l'ANU Press à des fins éducatives ou non commerciales est autorisée sans l'autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit clairement indiquée.
La reproduction de cette publication pour la revente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans l'autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur.